



# LIBERTAIRE



Hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

[www.monde-libertaire.fr](http://www.monde-libertaire.fr)

ISSN 0026-9433

2€

« L'émancipation des travailleurs sera  
l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

ASSOCIATION INTERNATIONALE  
DES TRAVAILLEURS

150 ANS !



# Editorial

Il y a quelques années, Manuel Rivas écrivait:

«Aujourd'hui, ils ont tous une Internationale, sauf les travailleurs.» La Première Internationale fut fondée, il y a 150 ans, le 28 septembre 1864, à Londres. Elle était composée d'organisations et d'individus représentatifs d'un large éventail de philosophies. Les anarchistes, en particulier les mutualistes, s'opposaient aux communistes et à l'étatisme. Après l'entrée des anarchistes collectivistes, l'Internationale se divisa de façon permanente en deux camps distincts: celui de ceux qui soutenaient l'État et ceux qui s'y opposaient. En 1872, les marxistes expulsèrent les anarchistes de l'AIT. L'Internationale ne survécut pas à ses divisions, mais les anarchistes essayèrent de la ressusciter. À la fin de 1922, l'AIT fut relancée et fit, dès sa création, une déclaration claire contre les avant-gardes politiques. Rejetant ainsi le rôle du parti dans la libération de la classe ouvrière, elle refusa les idées du PC, qui cherchait à unir toutes les organisations des travailleurs révolutionnaires sous son aile, dans la poursuite de ses objectifs. Le premier principe du syndicalisme révolutionnaire qui apparaît dans les statuts de l'AIT est: «Le syndicalisme révolutionnaire, basé sur la lutte des classes, vise à unir tous les travailleurs dans les organisations économiques combattives, qui luttent pour se libérer du double joug du capital et l'État. Les objectifs de ceux qui voulaient réaliser un changement social à travers l'État ou le parti révolutionnaire n'étaient pas les objectifs des anarchistes qui entrèrent dans l'Internationale, ces derniers réalisèrent finalement le fossé infranchissable entre les deux idées. Les travailleurs ont à réinventer aujourd'hui l'Internationale, une arme absolue contre la domination capitaliste qui permet d'élargir nos horizons et de retrouver le sens des possibles.

# Sommaire

## Actualité

**4<sup>e</sup> Marche mondiale des femmes**, par Hélène, page 3

**À bas les bureaucrates**, par G. Goutte, page 5

**Météo syndicale**, par J.-P. Germain, page 6

**Visite éclair de Mariano Rajoy à Paris**, par la R. Pino, page 7

**Goodyear : Bye bye Momo**, par Justhom, page 8

## Dossier sur l'Association internationale des travailleurs

**La naissance de l'AIT**, par R. Berthier, page 2

**Mutuellistes et collectivistes dans l'AIT**, par C. Fréjaville, page 3

**L'AIT et la rupture avec le bakouninisme**, par R. Berthier, page 5

## Histoire

**La Grande Guerre et la militarisation**, par Alexis, page 17

## Le mouvement

**Les anarchistes turcs en solidarité avec les Grecs**, par DAF, page 20

## À lire

**Femmes dissidentes au Moyen-Orient**, par L. Warot, page 21

## Illustrations

**Krokaga, Kalem**

### Tarifs

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n<sup>os</sup> hebdos, 1 n<sup>o</sup> hors série

6 mois, 18 n<sup>os</sup> hebdos, 2/3 n<sup>os</sup> hors série

1 an, 35 n<sup>os</sup> hebdos, 5/6 n<sup>os</sup> hors série

### France et étranger

○ 25 €

○ 50 €

○ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à:

**Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08**

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

### Bulletin d'abonnement

#### Abonnement de soutien

1 an ○ 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, abonnement annuel à 53 euros. Gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX) Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

# 4<sup>e</sup> Marche mondiale des femmes

Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous resterons en marche !



## Hélène

Groupe Pierre-Besnard de la FA  
Émission Femmes libres sur Radio libertaire

En 2000, en 2005, en 2010, la Marche mondiale des femmes contre les violences et la pauvreté a rassemblé des centaines de milliers de femmes sur tous les continents : les femmes, en marchant, veulent faire entendre leur voix et leur volonté d'un monde plus juste, égalitaire, solidaire, pacifique et libre.

Les femmes courent toute la journée entre le travail, les tâches domestiques, l'éducation des enfants, les soins aux aînés. Mais si enfermées soient-elles au foyer, dans les contraintes familiales et religieuses, sous le foulard ou le niqab, dans les stéréotypes qui leur sont impo-

sés, mais aussi dans la pauvreté et le faible niveau d'accès à l'instruction, pour une part d'entre elles, elles savent aussi s'unir pour changer le monde injuste et porteur de violences extrêmes. Le patriarcat, le capitalisme, les religions et le racisme contrôlent la vie des femmes dans le monde entier. À coups de crises financières, alimentaires, énergétiques, environnementales ou idéologiques, les populations en subissent les conséquences : perte d'emplois, précarisation, pauvreté, montée de l'ordre moral et des religions, violences s'abattent encore plus durement sur les femmes. En

2015, une nouvelle échéance mondiale abordera cinq thèmes justice : climatique/souveraineté alimentaire ; violences contre les femmes ; montée des extrêmes ; migrations et mondialisation ; autonomie financière.

La notion de justice climatique peut apparaître étrange mais elle relève de deux facteurs qui interagissent : l'un environnemental, l'autre humain ; et d'échelles spatiales et temporelles qui amènent soit un repère de justice correctrice ou commutative, soit un repère de justice distributive. Mais de toute façon cette empreinte écologique conduit à détruire des cultures vivrières au profit de cultures immédiatement beaucoup plus rentables : ainsi disparaît la biodiversité génétique de la faune et de la flore. Comme la plupart des paysans sont des femmes, elles s'appauvrissent ainsi d'autant plus qu'elles sont privées de récolter et consommer ce qu'elles produisent.

Et pourtant elles produisent plus de la moitié de la production alimentaire mondiale, allant jusqu'à 75 %, voire 80 % dans certaines régions du globe. C'est cette absence de souveraineté alimentaire et de pauvreté pour les femmes qui les appellent à migrer dans les pires conditions, avec les enfants sur les bras quand elles les emmènent ou en les laissant à la communauté. Sur les 191 millions de migrants internationaux recensés en 2005, les femmes en constituent 94,5 millions. Elles représentent aujourd'hui la majorité des immigrants pour de nombreux pays, en particulier l'Amérique du Nord, l'Europe, le Moyen-Orient et l'Océanie. Elles sont recrutées comme employées de maison le plus souvent, parfois comme infirmières lorsqu'elles sont titulaires du diplôme. Mais les femmes migrantes sont particulièrement vulnérables à l'exploitation, aux discriminations et aux abus. Beaucoup d'entre elles sont exposées aux violences, à des conditions de travail précaires et, de plus en plus, au commerce du sexe. Dans une grande partie des pays d'accueil, notamment au Moyen-Orient, les employées de maison se voient retirer leur passeport à leur arrivée et sont à la merci de leurs employeurs. Beaucoup d'entre eux ne leur versent aucun salaire, les tiennent en captivité, en esclavage, leur imposant de travailler sept jours sur sept, les brutalisant, les violant, voire les torturant.

Le commerce du sexe et l'exploitation de migrants clandestins représentent à ce jour la troisième source mondiale de revenus « illicites » après la vente d'armes et le commerce de drogues. Le trafic international des êtres humains concerne de 600 000 à 800 000 personnes. Or 80 % des victimes de ce trafic sont des femmes. Les autres formes d'exploitation sont le travail forcé dans l'agriculture et les industries manufacturières. Les migrations de femmes pour des mariages forcés est aussi en augmentation. Quant aux femmes réfugiées, elles sont particulièrement vulnérables à diverses formes de violence. La majorité des

femmes réfugiées dans des camps ont été victimes de viols. Les violences sexuelles sont des armes de guerre, surtout depuis le début des années quatre-vingt-dix. Elles sont à l'origine de grossesses forcées, de mutilations et de propagation du sida dans la population féminine déplacée.

Parmi le 1,5 milliard de personnes qui vivent avec 1 dollar par jour ou moins, nombreuses sont les femmes. Le fossé entre les femmes et les hommes pris dans le cycle de la pauvreté a continué de se creuser au cours de la dernière décennie. C'est généralement l'expression de « féminisation de la pauvreté »

---

## **Le fossé entre les femmes et les hommes pris dans le cycle de la pauvreté a continué de se creuser au cours de la dernière décennie.**

---

qui sert à désigner ce phénomène. Dans le monde, les femmes gagnent, en moyenne, à peine plus de 50 % de ce que gagnent les hommes. Les femmes pauvres n'ont souvent pas accès aux ressources essentielles que constituent le crédit, le prêt et l'héritage. Leur travail n'est ni payé à égalité de celui des hommes, ni reconnu. Leurs besoins sanitaires et alimentaires ne constituent pas des priorités. Leur accès à l'éducation et aux services d'aide est insuffisant ; leur participation à la prise de décisions dans le foyer, comme au sein de la communauté, est minimale. Les femmes prises dans le cycle de la pauvreté n'ont pas accès aux ressources et aux services qui leur permettraient d'en sortir. Pourtant, elles jouent un rôle productif et social important pour la communauté : travaux agricoles, élevage du bétail, commerces et revenus financiers, relations sociales, éducation et soins des enfants... La pauvreté des femmes affecte directement toute la société.

Même en France, les femmes représentent 51 % de la population et 53 % de la population pauvre, soit 2,3 millions de femmes pauvres. Le taux de pauvreté féminin est de 14 %, tous âges confondus, et de 12,8 % pour les hommes, mais ce taux est de 23,7 % pour les femmes de 18-24 ans. Celui des familles monoparentales est de 32,4 % contre 10,8 % pour les couples. La monoparentalité concerne des femmes seules avec enfants dans 85 % des cas.

À ce tableau s'ajoute la montée de l'appareil religieux et de l'idéologie capitaliste, dans un contexte de guerre, qui rabaisse la femme au rang de pondeuse ou de salope, lui imposant la loi du père ou du frère puis du mari, lui interdisant tout désir sexuel au profit du devoir conjugal, voire du viol, lui déniait tout droit à l'avortement et à la contraception et donc toute autonomie. Vente, mariage forcé, viol, torture, lapidation, brûlures, sont

le lot de toutes celles qui ne seraient pas (ou seraient d'ailleurs) adeptes des principes de la religion du conquérant. Par exemple, les femmes et les enfants chrétiens et yézidis enlevés par Daech et vendus comme esclaves ont désormais un tarif. Femmes de 40 à 50 ans : 35 euros ; femmes de 30 à 40 ans : 52 euros ; femmes de 20 à 30 ans : 69 euros ; jeunes filles de 10 à 20 ans : 104 euros ; enfants de 1 à 9 ans : 138 euros. L'exploitation du corps des femmes est contrôlée et régulé à partir de règles morales de sexualité hétéro-normative, lesbophobe, phallique, centrée sur le plaisir masculin.

Harceler, violer, acheter une femme devient la norme pour certains ; tuer une femme aussi. Cette semaine, deux faits nous alertent une fois de plus parmi d'autres. En Italie, un homme de trente-deux ans a tué son ex-compagne de trente-quatre ans de plusieurs coups de couteau au domicile de la victime dont il était séparé depuis une année. Au moment où se déroulait ce meurtre, apparaissait un message sur le compte Facebook de l'assassin : « Tu es morte salope ! »

En Turquie, le président Recep Tayyip Erdogan estime qu'hommes et femmes ne peuvent être traités de la même façon « parce que c'est contre la nature humaine » : la religion a défini « leur place : la maternité ».

Des femmes disent non ! Elles veulent lutter, résister, se mobiliser et organiser des alternatives à ce monde mortifère. Entre le 8 mars et le 17 octobre 2015, des actions collectives seront organisées en France comme dans le monde entier. Le 8 mars, la Marche mondiale des femmes sera lancée, avec le départ d'une caravane féministe européenne du Kurdistan. Cette caravane a pour objectif de rendre visibles les diverses réalités, sexuelles, politiques et économiques des femmes. Le 24 avril, vingt-quatre heures d'actions féministes rendront hommage aux victimes du Rana Plaza, actions contre les transnationales. Les 6 et 7 juin, la caravane féministe européenne sera accueillie lors de l'Agora féministe nationale à Nantes. Le 17 octobre, journée internationale contre la misère et la pauvreté, la caravane arrivera au Portugal. L'auto-organisation des femmes est la stratégie de renforcement en tant que sujets politiques et de construction d'une force mondiale en alliance avec les mouvements sociaux de luttes anticapitalistes. À chaque étape, des rencontres, des débats, des actions. Ils et elles ne seront que ce que les militantes et les militants en feront. **H. H**

---

Coordination française Marche mondiale des femmes : <http://www.mmf-France> et [march-fem@rezisti.org](mailto:march-fem@rezisti.org)

Pour la caravane : [femvan@marchemondiale.org](mailto:femvan@marchemondiale.org)

# À bas les bureaucrates, vive l'anarcho-syndicalisme !

**RIEN NE VA PLUS** dans les tours d'ivoire de la CGT ! Dans les jours à venir, Thierry Lepaon pourrait être éjecté de son poste de secrétaire général suite aux trois affaires de magouilles financières révélées ces dernières semaines. C'est que le grand chef, en place depuis moins de trois ans, a cru qu'accéder au secrétariat général lui donnait droit de se compromettre dans des histoires de pognon : 100 000 euros de travaux dans son appartement, 62 000 euros de remise à neuf de son bureau à Montreuil (où siège la confédération) et 31 000 euros de « prime de départ » (sic) pour avoir quitté le comité général de la CGT de Normandie. Et tout ça avec les cotisations syndicales des plus de 700 000 syndiqués de la CGT... Et dans leur dos, bien sûr – ces juteuses sommes d'argent ayant été, pour la plupart, déboursées sans la moindre transparence. C'est tellement gros que, sans pour autant crier au complot (ce qui serait stupide), on est en droit de se demander comment ces gros bonnets-là peuvent encore se compromettre dans des affaires aussi grotesques qui, forcément, sont, un jour ou l'autre, amenées à être découvertes. Surtout que le Normand ne faisait pas l'unanimité – loin de là... – lors de son élection à la tête de la confédération, suscitant des inimitiés qui ne sont sans doute pas pour rien dans la révélation des affaires récentes. La bureaucratie a ses règles, et Thierry Lepaon s'est sans doute jeté un peu trop vite et sans grande discrétion dans les magouilles. Et ça lui aura coûté son trône, pourtant refait à neuf !

## CGT *bashing*?

Pour ma part, syndiqué CGT depuis plusieurs années, je ne pleurerai pas sur son sort, au demeurant bien mérité, d'autant que le bougre, bureaucrate plus ou moins raté, s'en sortira sans trop de casse ; et si l'affaire l'oblige à retourner au turbin, au vrai, on pourra se féliciter de le voir reprendre contact avec la réalité du monde du travail et du prolétariat. Mais je m'abstiendrai également de hurler avec les loups contre le syndicalisme, sujet favori du moment, notamment du côté de la droite, de ses hommes politiques et de ses médias. De fait, l'occasion était trop belle pour être manquée et les chiens de garde du capital n'ont pas lésiné sur les moyens pour torpiller le syndicalisme – et la CGT en particulier. Le gouvernement aussi se frotte les mains, satisfait de voir ainsi vaciller cette grande confédération syndicale qui, jusque-là, n'a pas hésité à critiquer avec véhémence – mais sans jamais toutefois joindre l'acte à la parole – la politique ultralibérale du gouvernement socialiste. Pour sûr,



les puissants trouvent leur compte dans cette crise interne et ils sauront l'utiliser pour continuer leur travail de sape contre le syndicalisme, qui, malgré toutes ses défaillances, n'en reste pas moins l'un des derniers remparts à l'entrée de l'ultralibéralisme dans la gestion des entreprises. Et gageons que, si les syndicats étaient déjà vraiment moribonds – ce qu'on essaie de nous faire avaler régulièrement dans les médias –, la bourgeoisie ne se déchaînerait pas autant contre eux.

## Légitimation de l'anarcho-syndicalisme

En réalité, l'actuelle crise interne de la CGT, comme d'autres avant elle, ne remet pas en cause le syndicalisme en tant que tel, mais un certain type de syndicalisme, en vogue depuis désormais bien trop longtemps. Celui du syndicalisme qui, passé à travers les mains véreuses des partis politiques (Parti communiste français et Parti socialiste pour l'essentiel), puis en partie intégré à l'État, n'est plus, dans ses hautes sphères, qu'une grosse machine bureaucratique qui accompagne le mouvement du capital. Les énormes sommes d'argent brassées, qu'elles viennent des cotisations syndicales ou des aides de l'État, entraînent inévitablement des dérives et des compromissions qui achèvent d'éloigner ce syndicalisme-là de toute perspective de lutte radicale. Pourtant, si le sommet est pourri, les bases syndicales demeurent de précieux outils de lutte, y compris révolutionnaire, qu'il

serait aberrant d'abandonner au motif que les locataires du dernier étage font n'importe quoi. Ce serait même faire le jeu du capital que de les laisser sur le bas-côté, celui-ci n'aspirant aujourd'hui qu'à une chose : un monde du travail débarrassé des espaces collectifs et des structures de lutte, un monde du travail individualisé à l'extrême où l'on ne négocie plus qu'au cas par cas pour des intérêts strictement individuels. Ce n'est pas nouveau : seul, on n'est plus exposé et plus fragile, et si le patronat veut torpiller les syndicats, c'est pour se sentir libre de pouvoir globalement faire ce qu'il veut. C'est peut-être un peu trivial, mais c'est ainsi ; et il suffit, pour s'en rendre compte, de se pencher sur les conditions de travail dans les boîtes et les branches d'entreprise où le rapport de force syndical est quasi inexistant. De fait, c'est l'anarcho-syndicalisme qui devrait donc sortir renforcé de ces crises internes à répétition. Car il est le seul, aujourd'hui, à proposer un syndicalisme en adéquation avec les réalités du monde du travail, un syndicalisme de classe, offensif, privilégiant l'action directe à la négociation et offrant un cadre de lutte, le syndicat – ou sa section –, propre et réellement en mesure de contrer les ambitions de pouvoir et les velléités autoritaires de ceux qui se servent de nos rages pour s'en mettre plein les poches.

**Guillaume Goutte**  
Syndicat CGT des correcteurs

### Sans modération

La stratégie du moment au sommet de l'État? La multiplication des apéros. Apero parlementaire pour Valls: à la Fondation Jean-Jaurès l'apéro s'accompagnait d'un discours sur la lutte contre les inégalités. Vaste programme pour lequel il a demandé à certains de ses ministres de lui faire des propositions en ce sens. Entre deux verres? À l'Élysée on n'est pas en reste; du moins côté apéro: une ou deux fois par semaine, en fin d'après-midi, les députés PS rencontrent François Hollande et Vincent Feltesse, son conseiller chargé des relations avec les élus et les partis. Entre deux petits fours on doit sûrement parler problèmes locaux et chômage... Tout ce joli monde semble chaque fois un peu plus déconnecté de la réalité sociale. Apéros comme solution? Ça doit être ça l'ivresse du pouvoir.

### Les patrons dans la rue

Ce n'est pas dans leur culture, alors ils se sont forcés un peu. La semaine dernière, les patrons étaient dans la rue, enchaînés avec leurs cadenas «made in China». Ils n'ont même pas su donner la préférence à un fabricant français pour leur fournir le matériel. Ce qui ne les a pas empêchés de réclamer au gouvernement plus de protection contre les produits étrangers vendus sur le sol français. Ni de faire savoir que les cadeaux que leur fait ce même gouvernement ne leur suffisent plus: les milliards distribués (pacte de responsabilité, crédit impôt compétitivité emploi...), les pages du Code du travail allègrement jetées aux orties sous couvert de «simplification», il leur en faut toujours plus. Nouvelles exigences: l'abandon de la notion de pénibilité pour le calcul de l'âge de la retraite pour leurs salariés, l'abandon de l'obligation d'informer à l'avance ces derniers en cas de cession de l'entreprise qui les emploie... Et si le gouvernement ne les entend pas? Ils menacent: nous redescendrons dans la rue. Pas grave pour eux; pendant leur grève patronale, leurs salariés continueront de trimer. Pendant leur manif, l'exploitation de l'homme par l'homme continue!

# Météo syndicale



«Malaise chez les militants syndicalistes. Lisez des bulletins syndicaux, entretenez-vous avec des camarades, échangez quelques lettres, et vous constaterez le commencement d'une immense déception. "Le Front populaire endort la classe ouvrière"; "il ne faut plus compter sur la formation dite du Rassemblement populaire". Un mouvement syndicaliste conscient des intérêts immédiats et lointains de ses mandants aurait dû avoir un souci; maintenir et étendre les avantages obtenus en conservant les armes qu'il s'était forgées dans le passé et dans le présent immédiat: la grève et l'occupation des usines. Il fondait un droit ouvrier nouveau; il l'imposait à un parlement timoré; il s'affirmait l'élément progressif du Front populaire.» Ainsi s'exprimait notre camarade Jean Barrué en janvier 1937 dans les colonnes de la Révolution prolétarienne<sup>1</sup>.

Fin 2014, avec la débâcle syndicale annoncée, les «problèmes internes» de la CGT, on peine à élaborer une stratégie sociale se fondant sur la primauté du syndicalisme, la supériorité de l'action directe sur les marchandages de la politique. En d'autres termes on manque de bras pour combattre efficacement la soumission de l'État à la coalition des possédants.

Car, répétons-le, les soubresauts de la centrale de Montreuil éclaboussent tout le syndi-

calisme français. Sans parler de la notion d'autonomie ouvrière qui, depuis belle lurette, est passée aux oubliettes. Face aux attaques du Medef et de ses acolytes, les tenants de la gauche parlementaire descendent dans la rue en ordre dispersé et on attend toujours une riposte syndicale un tant soit peu unitaire.

Le vrai problème avec le débarquement annoncé de Lapaon, c'est que les problèmes de fond ne sont pas abordés. Quelle CGT et pour quoi faire? Aider le monde du travail à avaler les couleuvres Valls/Gattaz, ou se battre concrètement contre le patronat et ses alliés? Ceux qui dans l'appareil cégétiste se sont opposés à l'actuel secrétaire ne visent qu'à prendre sa place, pas à faire du syndicalisme!

**Jean-Pierre Germain**  
Groupe Salvador-Segui  
de la Fédération anarchiste

1. Jean-Pierre Roux, Révolutionnaires du Front populaire, paru aux Éditions 10/18 (1973) n° 763.

## Tout vient à point à qui sait attendre

Lundi 1<sup>er</sup> décembre : quelque soixante-dix ans plus tard, le Sénat a voté la « réparation » aux mineurs grévistes de 1941, 1948, et 1952 qui avaient subi discriminations et licenciements abusifs. Il ne doit pas en rester des masses encore en vie. Mais nos sénateurs ont pris cette décision pour que cette période de l'histoire sociale soit désormais « enseignée et intégrée à travers les programmes de recherche en histoire et en sciences humaines ». Ça va leur faire une belle jambe à nos mineurs survivants ; quant aux plus nombreux qui sont décédés, n'en parlons pas. soixante-dix ans après ! On comprend désormais mieux ce que signifie l'expression avancer à un train de sénateur.

## Lepaon, troisième couche

Décidément ça ne s'arrange pas pour le secrétaire général de la CGT. Après les révélations sur la rénovation coûteuse de son logement de fonction, après celle, également assez élevée, de son bureau de travail, voici maintenant la rupture conventionnelle avec son ancien employeur... le comité régional CGT de Basse-Normandie. Rien d'illégal paraît-il. On veut bien le croire. Tout de même, quand on est habitué à réclamer la fin des parachutes dorés et autres privilèges, ça commence à faire tache.

## Mort de Rémi Fraise

Sans surprise, les 45 pages du dossier de l'enquête administrative commandée par le ministre de l'Intérieur veulent nous le faire croire : les gendarmes mobiles n'ont aucune responsabilité dans la mort de Rémi Fraise. Ils ont rempli leur mission « avec professionnalisme et retenue ». On n'ose penser à ce qu'il serait advenu s'ils l'avaient remplie avec amateurisme et sans retenue !

## Modernité

Plus de un million de « followers » sur la page Facebook de Nicolas Sarkozy. L'ex-président de la République et nouveau dirigeant de l'UMP l'avait promis, le millionième abonné aurait un cadeau ; c'est fait, l'heureux gagnant a décroché la timbale : une visite d'une journée au siège de l'UMP ! Avec accès aux comptes de campagne ?

# Visite éclair de Mariano Rajoy à Paris

**LA SEMAINE DERNIÈRE** le chef du gouvernement espagnol rendait visite à François Hollande dans le cadre du 24<sup>e</sup> sommet franco-espagnol. Il n'était pas venu seul mais accompagné d'une armada (invincible ?) de sept de ses ministres : Économie, Industrie, Développement, Emploi, Justice, Intérieur, Éducation. Plus un Secrétaire d'État pour l'Union européenne. Rien que ça.

C'est que l'heure est grave et c'est une heure qui dure depuis des années en Espagne comme en France. Là-bas comme ici le mot d'ordre est : place à la relance économique. Il était donc question à ce sommet de relancer la croissance et notamment des interconnexions énergétiques des deux pays. Pourquoi maintenant ? C'est que l'Europe a un petit magot à partager : le « plan Junker » (du nom du président de la Commission européenne) prévoit une répartition de 315 milliards d'euros dans le cadre du financement européen.

Les nations « nécessiteuses » jouent des coudes pour obtenir une part du gâteau, et Rajoy comme Hollande ne sont pas les derniers à être intéressés. Ils s'étaient déjà rencontrés en mai 2013 à l'invitation de l'Institut Berggruen, ce Think Tank qui compte parmi ses membres des « bienfaiteurs de l'humanité » comme Tony Blair, Gerhard Schröder, Felipe Gonzalez, Romano Prodi, Jacques Delors et autres ex-dirigeants recyclés dans les conférences hautement rémunérées. On espère qu'ils ont tiré de riches enseignements pour combattre la crise, le but de l'Institut Berggruen étant de « comparer et concevoir des systèmes de gouvernance adaptés aux défis complexes spécifiques du XXI<sup>e</sup> siècle ». Si avec ça on ne s'en sort pas, c'est à désespérer du capitalisme !

Quant aux relations entre l'Espagne et la France elles sont au beau fixe. Rajoy (politi-

cien de droite) et Hollande (politicien de gauche) parlent la même novlangue : « Il faut mettre en œuvre rapidement le « plan Junker » pour parvenir à une véritable politique européenne d'investissements productifs. » Et Rajoy d'insister : « Jamais, dans aucun conseil de l'Union européenne, je n'ai eu l'impression que l'Espagne ait eu une attitude différente de la France en matière de flexibilité pour réduire le déficit. »

Peut-être est-il venu donner quelques conseils à son ami François quant à la gouvernance d'un pays, car il s'est dit « très satisfait de son gouvernement ». Pour la première fois depuis son accession au pouvoir le nombre de chômeurs a diminué de près de 15 000 outre-Pyrénées. Soit dit en passant, le chômage atteint quand même plus de 25 % là-bas. C'est ce que sont venus lui rappeler certains jeunes Espagnols faisant partie de la dernière vague d'immigrés économiques résidant à Paris.

Cet exil économique forcé (leur slogan : « Nous ne partons pas, ils nous vivent ») se regroupe par le biais du mouvement *Marea granate* (Marée grenat, couleur de leur passeport). Encerclés et gardés à distance pendant près de deux heures, avant d'être relâchés un par un après contrôle d'identité, ce « comité d'accueil » s'était organisé pour « saluer » Mariano Rajoy au moment de sa sortie : « Voleur ! Corrompu ! Reste ici et ne reviens pas en Espagne, À toi d'émigrer. » On comprend mieux le sourire crispé de Rajoy au moment de monter dans son véhicule officiel et de s'éclipser, quelque peu surpris par ce comportement de ses compatriotes (les ingrats !).

Ramón Pino

Groupe Salvador-Seguí  
de la Fédération anarchiste

# Goodyear Amiens-Nord

## **Bye bye, Momo**



**C'EST LE MUSEAU** écumant de rage que Maurice Taylor, le patron américain du groupe Titan et ex-candidat à la reprise de l'usine Goodyear d'Amiens-Nord, vient de gratifier les travailleurs et les syndicalistes d'une nouvelle saillie puante. Le mamamouchi américain n'a pas supporté que les travailleurs résistent à ses assauts répétés pour reprendre leur entreprise que le patron voulait vendre au prix fort parce qu'elle était rentable et faisait des bénéfices. C'est pourquoi ce patron de choc crise et fulmine, car il n'admet pas que les petites gens puissent lui désobéir et l'empêcher de faire de somptueux profits ! Cela le rend mauvais, malpoli et insultant. Les propos que la tarasque a tenu sur France Bleu Picardie sont révélateurs de la haine qu'il éprouve envers les travailleurs et le peuple. Je le cite : « On ne peut pas acheter Goodyear à cause de vos lois. » Tu te trompes, et tu le sais. Les lois sont faites pour protéger les individus de ton espèce et défendre vos intérêts. Si tu n'as pas pu racheter cette usine, c'est tout simplement parce que les travailleurs se sont battus. Pour une fois, tu as perdu. C'est ce qui te fait éructer contre eux et les syndicats. « On doit reprendre 652 ou 672 ouvriers, c'est impossible, le maxi-

mum c'est 333, car après ce n'est plus rentable... » Si tu voulais racheter l'usine, les travailleurs savaient que ce n'était pas par philanthropie, mais bien pour faire un maximum de profit et profiter du savoir-faire des ouvriers, afin de l'exporter vers des cieux plus cléments où l'on peut exploiter sans contrainte et sans limite. Et, une fois ton forfait commis, toi aussi tu fermeras l'entreprise et les 333 travailleurs que tu auras pressurer se retrouveront à Pôle emploi.

« Dites aux syndicats s'ils sont intelligents, ils n'ont qu'à racheter l'usine. » Racheter l'usine, ils ne le feront certainement pas. Mais ce qu'ils devraient faire, c'est se l'approprier et la gérer eux-mêmes, en association, en scop (société coopérative ouvrière de production) ou autres moyens en attendant la prise de possession collective et la mise en place du fédéralisme. Elle leur appartient. C'est leur outil de travail qui leur était indûment confisqué par leurs exploiters. Mais bien sûr qu'ils sont intelligents les syndicalistes, surtout ceux-là, ils sont sur des positions de classe et très certainement que ça t'en bouche un groin ! « La France est devenue un pays communiste... » Ce sont Hollande et Valls qui

vont en faire une tronche, eux qui pensaient en avoir fini avec le socialisme et qui croyaient qu'ils mettaient en œuvre une politique libérale à l'américaine !

Sans doute que tu nous prends pour des demeurés, mais laisse-moi te dire que tu es un vrai salaud doublé d'un vrai con. Et si les cons volaient, tu serais chef d'escadrille. Je me permettrai pour en finir avec toi de te donner ce conseil : ne te mêle pas de nos affaires, reste dans ton pays prétendument démocratique où la flamme qui s'élève de la statue de la liberté a tendance à vaciller. Surtout, n'oublie jamais qu'au pays de la Révolution française, de la Commune de Paris, des trois glorieuses, de la révolution de 1848, du Front populaire et de Mai 68, le peuple est capable de se soulever contre les injustices et l'exploitation et devenir incontrôlable. Si tu l'asticotes un peu trop, il pourrait en cuire pour tes vieux os.

Alors, à bon entendeur salut et *bye bye*, momo !

**Justhom**



**IL Y A 150 ANS...**

# **L'Association internationale des travailleurs**



**LE MONDE  
LIBERTAIRE**

# Le 29 septembre 1864 et la naissance de l'AIT

# L'A.I.T

## ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

- 23 mars 1871 -

**VERS 1860**, la nécessité de constituer une organisation ouvrière internationale devient évidente à de nombreux militants. L'initiative de créer cette organisation revient à deux groupes d'ouvriers impliqués dans les luttes dans leurs pays respectifs : un groupe de dirigeants syndicalistes anglais et un groupe de mutuellistes proudhoniens français :

– La classe ouvrière anglaise était puissamment organisée au plan syndical. En 1859 une grande grève des ouvriers du bâtiment de Londres avait confronté les dirigeants syndicaux à la nécessité pratique de la solidarité avec le mouvement ouvrier du continent pour empêcher l'embauche des briseurs de grève.

– Le mouvement ouvrier français avait subi une féroce répression après la révolution de 1848 et l'instauration du régime impérial de Napoléon III. En 1861 a lieu une retentissante grève des typographes parisiens. Une nouvelle génération de militants était apparue, influencée par les thèses proudhoniennes et préconisant l'association ouvrière, l'organisation de coopératives, le crédit mutuel.

En 1862, à l'occasion de l'Exposition universelle de Londres, une délégation d'ouvriers français noue des relations avec des syndicalistes anglais. Les ouvriers français sont émerveillés par le niveau d'organisation de leurs camarades d'outre-Manche. En

1863, les syndicalistes anglais invitent leurs camarades français à l'occasion d'une manifestation en faveur de l'indépendance de la Pologne. Le 22 juillet 1864, un meeting réunit les principaux dirigeants syndicaux de Londres et six ouvriers français. Le lendemain, les Anglais accueillent les Français dans une réunion restreinte où sont jetées les bases d'une entente. L'Association internationale des travailleurs est définitivement constituée au cours d'un voyage que Tolain et Perrachon, accompagnés du Limousin Passementier, font à Londres en septembre 1864. Le 29 septembre 1864, lors d'une réunion à Saint Martin's Hall, l'AIT est constituée officiellement. Le projet français de créer des sections en Europe reliées par un comité central est approuvé. La nouvelle organisation, essentiellement franco-anglaise, intègre cependant des émigrés polonais, allemands, italiens. Un comité provisoire, auquel se joint Marx, est chargé de rédiger les statuts de l'organisation.

La structure mise en place est celle d'une association ouvrière de type syndical. Un Conseil général établit « des relations entre les différentes associations ouvrières de telle sorte que les ouvriers de chaque pays soient constamment au courant des mouvements de leur classe dans les autres pays ». Cette phrase est importante car c'est autour d'elle que vont se cristalliser rapidement les divergences entre partisans de Marx et partisans de

Bakounine sur la fonction du Conseil général. On retrouvera alors l'opposition entre centralisation et fédéralisme.

À côté du Conseil général doivent se constituer des sections ouvrières locales et des fédérations nationales. L'AIT tiendra des congrès annuels souverains. Le mouvement des Trade Unions refuse d'adhérer. Très vite apparaîtront sur le continent des sections en France, en Belgique, en Suisse, en Espagne, en Italie, aux Pays-Bas. À partir de 1866, l'AIT va être marquée par une profonde évolution. En Europe, l'artisanat, encore important, recule devant le développement de la grande industrie. L'introduction du machinisme prolétarise successivement les différentes branches de l'industrie artisanale ; d'autres se développent. Cette restructuration de la production entraîne des mouvements de prix, de salaires, des licenciements, le chômage, des crises cycliques. Un mouvement de grèves se répand en s'amplifiant dans toute l'Europe, et dont la répression souvent féroce ne fait qu'accroître l'influence de l'Internationale, créée seulement deux ans auparavant. Les grèves, qui avaient jusqu'alors un caractère fortuit, deviennent de véritables combats de classe, qui permettent aux ouvriers de faire l'expérience pratique de la solidarité qui leur arrive, parfois, de l'étranger.

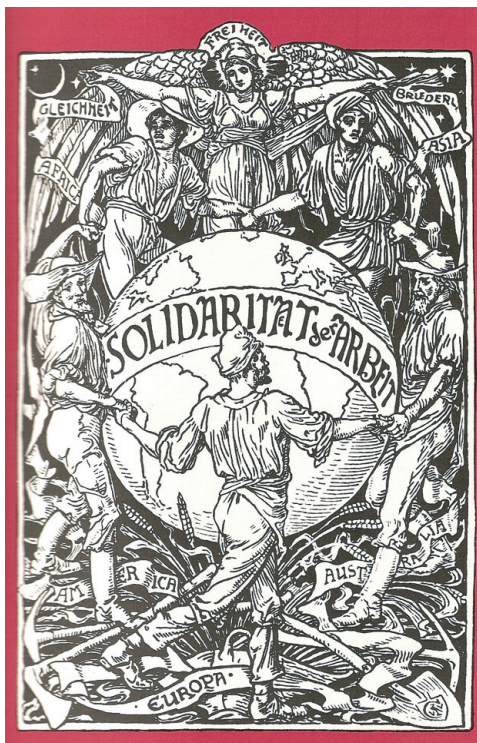
René Berthier

# Mutuellistes **et** collectivistes dans l'AIT

**Claude Fréjaville**

L'ASSOCIATION INTERNATIONALE des travailleurs (AIT), fondée en 1864, est traversée par des courants trade-unioniste, coopérativiste, mutuelliste et se trouvait sous l'influence de diverses écoles socialistes. La section française était mutuelliste et Claude Harmel écrit dans son *Histoire de l'anarchie* que « l'inspiration proudhonienne est évidente, et qui se rattache logiquement à un anarchisme latent, qui en est l'expression peut-être essentielle ». Mais, cette influence n'est pas directement déduite d'une lecture et d'une étude attentive des œuvres anarchistes, mais d'une pratique ouvrière où Proudhon avait lui-même puisé son inspiration. L'influence proudhonienne fut plutôt indirecte.

On pourra toujours discuter à propos des « proudhoniens » puisque Proudhon avait lui-même récusé ce terme, mais il avait aussi, à partir de 1862, tenté de rassembler un « parti » fédéraliste abstentionniste. Après sa mort, en janvier 1865, des socialistes radicaux reprenaient le flambeau anarchiste et diffusaient ses thèmes dans les journaux révolutionnaires de la capitale. On pourrait citer Rive gauche de Charles Longuet qui parut le 22 janvier 1865 encadré de noir en annonçant la mort du maître en ces termes : « Nous regardons cette perte comme un malheur public et c'est pour nous comme un deuil de famille » ; *Le Courrier français*, fondé par Auguste Vermorel et dont Lefrançais dira : « Un journal vivant et dont les allures rappellent parfois les beaux jours de *La Voix du Peuple* de Proudhon » ; *La Rue*, créé en 1867 ; *Le Peuple* en 1869, quotidien qui reprenait le titre même de Proudhon ; et *Le Réfractaire*, tous trois créés par Jules Vallès ; *L'Almanach du socialisme fédéraliste* en 1869, rédigé par un ami et ancien collaborateur de Proudhon, Georges Duchène, avec Chemale, Pierre Denis, Robert Luzarche et Ernest Mouille. L'influence de ce socialisme proudhonien sur les travailleurs est loin d'être négligeable et Édouard Dolleans le souligne dans son *Histoire du mouvement ouvrier* : « Les membres de la première commission de l'Internationale parisienne sont en relations suivies avec les étudiants du quartier Latin. » En effet, Vermorel avait ouvert en 1866 les colonnes de son journal à l'AIT qui n'avait pas d'organe de presse. Jules Andrieu animait des cours d'enseignement que fréquentaient notamment



Tolain et Varlin, les futurs chefs de file des deux grands courants de la section française de l'Internationale.

Jean-Louis Puech écrit dans *Le Proudhonisme dans l'Internationale* qu'après les congrès de Bruxelles et de Bâle, « c'est bien l'histoire d'une autre doctrine qu'il faut étudier : celle du proudhonisme dans l'Internationale est terminée », car il limite son étude au premier comité de la section française, dite des Gravilliers (de l'adresse du premier bureau parisien de l'AIT, 44, rue des Gravilliers). Claude Harmel reprendra cette idée dans son *Histoire de l'anarchie*, et les historiens marxistes s'empressèrent de confirmer la fin du proudhonisme dans l'Internationale. Or, le proudhonisme ne saurait se limiter au seul mutuellisme ouvrier des Tolain, Fribourg et Limousin, qui défendaient une position ouvriériste et non spécifiquement proudhonienne. Proudhon n'avait pas ménagé ses critiques au mutuellisme « récemment inauguré par les soixante » et avait écrit à ce propos : « Il y a mutualité et mutualité. » Il se déclarait lui-même fédéraliste et non mutuelliste. Vouloir identifier le proudho-

nisme au mutuellisme ouvrier et vouloir attacher presque exclusivement l'individualisme de Tolain à la théorie proudhonienne est donc trompeur, surtout que les Gravilliers évoluaient avec ce socialisme fédéraliste que diffusaient les proudhoniens.

Les questions particulières comme l'éducation, l'émancipation des femmes, l'idée de la famille et des grèves doivent être relativisées car elles n'avaient pas l'importance déterminante que l'on voudrait leur accorder aujourd'hui. Il n'y a pas de division bien tranchée entre mutuellistes et collectivistes sur ces questions. « Varlin, écrit Paule Lejeune, s'éloigne de la mentalité proudhonienne dans un autre domaine, celui de la grève. » Or, Proudhon avait admis sa nécessité tout en condamnant son principe revendicatif. Tolain affirmait à Lausanne en 1867 : « La grève est une arme nécessaire quelquefois, mais jamais juste », et Varlin déclarait en 1868 : « L'Association internationale n'admet pas la grève en principe ; elle croit que c'est un moyen anti-économique. » Une évolution certaine des pratiques ouvrières menait à une conception nouvelle, dont la grève générale sera plus tard l'aboutissement. Il faut donc se garder de voir dans ces positions, souvent nuancées et en pleine évolution, de profondes lignes de séparation, comme l'ont fait les historiens soviétiques en distinguant des proudhoniens de droite et de gauche !

## Du mutuellisme au collectivisme

Le collectivisme ne se substituait pas au principe mutualiste, mais au mutuellisme « étroit » de certains militants revendiquant un « mutuellisme à la lyonnaise », dont Jean Bancal a très justement rappelé qu'il était « vigoureusement dénoncé par Proudhon ». Une très nette déclaration de Bakounine, en janvier 1872, ne laisse planer aucun doute : « Si Tolain, le principal orateur des mutuellistes français dans ces deux congrès [Bruxelles et Bâle], fut exclu plus tard, et notamment en avril 1871, de la Fédération internationale de Paris, ce ne fut pas du tout comme mutualiste, mais comme traître envers cette loi et cet engagement mutuel de solidarité pratique qui est le principe suprême de l'Internationale. » Dans *La Capacité politique*, Proudhon écrit : « Ce que j'ai nommé, l'un des premiers, force de collectivité, est aussi une

force économique», et détachait l'association mutuelliste des vues étroites du coopératisme<sup>1</sup>. Ainsi, en 1868, le mutuelliste Alfred Briosne manifestait cette tendance dans les réunions publiques, César De Paepe s'en fera l'un des premiers théoriciens au congrès AIT de Bruxelles, Bakounine soutiendra cette doctrine, en concurrence directe avec le communisme, au congrès de la Ligue de la paix et de la liberté à Berne, et James Guillaume en revendiquait la paternité au nom de la Fédération jurassienne. Bakounine avait souligné cette évolution dans un exposé sommaire qu'il consacra à l'Internationale en Belgique, où il reconnaissait que le communisme français était une «forme primitive et inachevée du socialisme révolutionnaire». L'historien de la Commune Albert Ollivier reconnaît que «ce collectivisme cependant ne se pose pas en contradiction absolue avec le proudhonisme. Il conserve le mutuellisme, qu'il prétend organiser plus largement et rationnellement».

Le congrès de Bruxelles en 1868 marquait une nette victoire du proudhonisme dans l'AIT et Bakounine s'en fera, dès lors, le propagandiste acharné. Il reprendra ainsi, à son compte, l'idée du congrès, «qui a proclamé la propriété collective du sol et le crédit gratuit, c'est-à-dire la propriété collective du capital, comme conditions absolument nécessaires de l'émancipation du travail et des travailleurs». En soutenant l'idée collectiviste, il évoquait Proudhon : «L'esprit du plus grand génie de la Terre n'est-il point toujours rien que le produit du travail collectif, intellectuel aussi bien qu'industriel, de toutes les générations passées et présentes ? [...] Vous seriez bien embarrassés s'il vous fallait établir le taux des produits intellectuels du génie. Ce sont, comme Proudhon l'a fort bien observé, des valeurs incommensurables.» Et, c'est en effet Proudhon qui écrivait, dès 1840, dans *Qu'est-ce que la propriété?* : «Tout capital, soit matériel soit intellectuel, étant une œuvre collective, forme par conséquent une propriété collective.» Au congrès de Bâle en 1869, c'est le collectivisme anarchiste qui triomphait dans l'Internationale. À la quatrième question, relative aux sociétés de résistance, la commission préconisait l'organisation fédérative des communes et des corporations dans un esprit purement anarchiste : «Le gouvernement est remplacé par les conseils de corps de métiers réunis, et par un comité de leurs délégués respectifs, réglant les rapports du travail qui remplaceront la politique.» Collectivistes et mutuellistes étaient sur ce point du même avis. C'est même un mutuelliste, Jean-Louis Pindy, qui sera le rapporteur d'une idée qu'il avait partagée avec Eugène Hins, devenu collectiviste, et qui reprenait le projet de Proudhon d'une double fédération.

### Le collectivisme anarchiste

En écrivant, à la demande de Ross, une étude sur Proudhon, Marx et le collectivisme, James Guillaume révélait la dimension proudhonienne du collectivisme anarchiste. L'ouvrage fut publié à Londres en 1874, et s'intitulait *L'Anarchie selon Proudhon*. Extrêmement rare –

«le seul exemplaire que nous connaissons, écrit Lehning, se trouve au British Museum» –, nous citerons le texte d'après l'avant-propos qu'a publié Arthur Lehning dans l'introduction du volume VI des archives Bakounine, car ce dernier fut, selon l'historien, l'auteur probable de cette introduction. Ce texte nous renseigne sur le rapport de Bakounine à la pensée proudhonienne et met aussi en évidence les malentendus qu'il entretenait avec celle-ci. Contre les pseudo-proudhoniens bourgeois, Bakounine entendait continuer l'anarchie, et seulement l'anarchie, qui constituait «l'essentiel de ses conceptions théoriques» en se gardant des «bizarreries de Proudhon». «Nous nous bornerons, écrivait-il, à ne commenter que la partie des théories de Proudhon qui, reprises dans le programme de l'Association internationale des travailleurs, sont entrées dans la vie sociale.» Son commentaire est alors précieux, notamment pour l'historien des idées : «Proudhon, poursuit Bakounine, par aversion pour le communisme autoritaire, en était venu, d'une part, à conserver la propriété individuelle, mais en même temps, il avait conscience de l'inconvénient de ce mode et il pressentait la nécessité et la possibilité d'une telle organisation qui, tout en ne versant pas dans le communisme autoritaire, c'est-à-

---

**« Nous sommes partisans d'une politique particulière, la politique négative, celle du prolétariat, qui doit aboutir à la destruction de la politique bourgeoise. »**

---

dire dans la propriété étatique, abolirait néanmoins la propriété individuelle. Cette organisation, dont nous trouvons ainsi la première expression dans les contradictions mêmes de Proudhon, où elle apparaît comme un concept erroné et instinctif, c'est le collectivisme.» Cette nette reconnaissance du collectivisme proudhonien est d'une importance considérable, non pas vraiment du point de vue théorique, car l'analyse de Bakounine demeure superficielle, mais par la formidable reconnaissance de la lignée proudhonienne qui contredit ceux qui prétendent avoir constaté la fin du proudhonisme dans l'Internationale. Bakounine reconnaît même que «Proudhon n'a pas entièrement répudié la forme révolutionnaire de l'action», alors qu'il ne tient pas compte du retour révolutionnaire de Proudhon en 1862-1863, son engagement abstentionniste et sa théorie de l'«autogestion» ouvrière. James Guillaume soutiendra cette expression du collectivisme anarchiste, notamment en faisant face aux marxistes, lors du fameux congrès de La Haye en 1872. Le Jurassien exposait avec clarté et conviction sa position : «La qualification d'abstentionniste, dont on nous gratifie trop volontiers, est vraiment inexacte. Nous sommes, non pas abstentionnistes, mais partisans d'une politique particulière, la politique négative, celle du prolétariat, qui doit aboutir à la destruction de la politique bourgeoise. Nous ne voulons pas agir en commun avec la

bourgeoisie ; en cela consiste notre politique ouvrière qui s'ape, par notre seul retrait, tout l'édifice bourgeois. [...] Étant fédéralistes, nous repoussons cette conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière, nous contentant, ce qui nous semble plus fécond, de pratiquer cette abstention préconisée par Proudhon, dont certains membres du Conseil général ont été autrefois partisans.» Cette dernière remarque visait Charles Longuet, qui se défendra avec une mauvaise foi évidente, mais que l'on peut comprendre au regard de sa nouvelle situation familiale, puisqu'il était devenu le gendre de Karl Marx.

Le conflit qui avait pris dans l'Internationale la forme personnalisée de la relation Marx-Bakounine avait son origine dans les luttes sociales et antipolitiques que l'anarchisme proudhonien avait portées jusque dans la Commune de Paris. Guillaume, traçant les deux voies prises par ce mouvement, donnait dans un excellent article du Bulletin de la Fédération jurassienne cette intéressante explication. Il faut «considérer le socialisme autoritaire et le socialisme anarchiste, non pas comme deux frères ennemis, mais comme deux phases successives de l'idée socialiste. Pour nous, socialistes révolutionnaires, ralliés autour du drapeau de la Commune, nous ne sommes plus jacobins [...]. L'idée antigouvernementale, anti-autoritaire, a fait son chemin en France et dans les pays où les traditions historiques sont identiques, en Belgique, en Espagne, en Italie, dans la Suisse française. Elle a remplacé l'ancien dogme jacobin du gouvernement populaire, et elle s'est affirmée d'une manière éclatante par la révolution du 18 mars 1871».

La prétention marxiste d'avoir éliminé les proudhoniens de l'Internationale est, à cet égard, une pure escroquerie politique. Max Nettlau avait, quant à lui, souligné «la synthèse du collectivisme et du mutuellisme qui s'élaborait au sein de l'Internationale», et quand Jacques Langlois s'emploie à réactualiser la pensée proudhonienne, nous redécouvrons toute la complexité et la pertinence de ces théories mutuellistes-collectivistes où «le politique y correspond aux fonctions de relation et non de domination».

C. F.

1. Voir Jacques Bouché-Mulet, *Le Mouvement coopératif et mutuelliste sous le Second Empire*, Cahier de l'Atelier Proudhon, EHESS, 1993.

# L'AIT et la rupture avec le bakouninisme

**René Berthier**

Groupe Gaston-Leval  
de la Fédération anarchiste

## En guise d'introduction

EN AOÛT 2012 a eu lieu une rencontre internationale à Saint-Imier, en Suisse, pour célébrer le 140<sup>e</sup> anniversaire du congrès de Saint-Imier qui a scellé la rupture avec une Association internationale des travailleurs que Marx, Engels et leurs amis avaient vidée de leur substance, et la naissance de l'Internationale dite «anti-autoritaire». Le texte qui suit est le début d'un ouvrage que René Berthier a écrit pour la circonstance, et qui est destiné à rendre compte de cette partie de l'histoire du mouvement ouvrier international qui a trop longtemps été passée sous silence.

Nous ne pouvons encore affirmer que l'ensemble du document passera sous forme de «feuilleton» dans le *Monde libertaire* : nous n'en livrons ici que le début. Mais les lecteurs du journal peuvent tenter leur chance en allant sur le site de l'organisation de la rencontre : le «feuilleton» a des chances de s'y trouver prochainement.

On verra ainsi que l'Internationale «anti-autoritaire» n'est pas une nouvelle internationale : le congrès de Saint-Imier ne fait que reprendre la suite de la numération des congrès précédents. C'est donc la même organisation. Ce ne sont pas les «anti-autoritaires» qui ont scissionné : c'est la bureaucratie dirigeante de l'AIT qui s'est autodissoute suite à la dénonciation unanime de toutes les fédérations de l'Internationale des décisions du congrès de La Haye tenu en septembre 1872.

On apprendra que la tentative faite par les scissionnistes Marx et Engels de récupérer la direction de l'Internationale échoua de manière si magistrale qu'ils n'en publièrent même pas le compte rendu.

On apprendra que, malgré la propagande marxiste, il n'y eut jamais de fédération allemande de l'AIT, et que, de l'aveu même du journal social-démocrate allemand, aucune cotation ne fut jamais versée. On apprendra

que, malgré les manœuvres bureaucratiques des dirigeants socialistes allemands contre Bakounine, James Guillaume et les anti-autoritaires, ces derniers tentèrent à plusieurs reprises d'opérer des rapprochements avec les socialistes allemands – tentatives que les dirigeants allemands traitèrent par le mépris.

C'est donc à une «anti-histoire» de l'AIT que nous aurons affaire, une histoire qui va à contre-courant de tout ce qui a pu circuler jusqu'à présent, et que malheureusement les libertaires eux-mêmes ont parfois «avalée».

Mais on verra aussi que le travail de René Berthier est, également, dénué de complaisance envers le mouvement libertaire lui-même... En montrant, par exemple, que, l'AIT anti-autoritaire ayant rompu avec les principes du bakouninisme, elle a peut-être précipité sa perte.

La question de l'organisation du mouvement ouvrier s'est cristallisée dans ce qu'on a appelé le «débat» Marx-Bakounine, qui n'a jamais été un débat, en tout cas pas au sens où deux adversaires exposent loyalement leurs positions de manière contradictoire. Le «débat» Bakounine-Marx s'est soldé ainsi : Bakounine, James Guillaume, la Fédération jurassienne puis la presque-totalité du mouvement ouvrier organisé de l'époque ont été exclus de l'Association internationale des travailleurs par Marx, Engels et leurs amis à la suite de manœuvres bureaucratiques qui sont un modèle du genre.

Selon Georges Haupt, le refus de Marx d'engager le débat doctrinal avec Bakounine «est avant tout d'ordre tactique. Tout l'effort de Marx tend en effet à minimiser Bakounine, à dénier toute consistance théorique à son rival. Il refuse de reconnaître le système de pensée de Bakounine, non parce qu'il dénie sa consistance, comme il l'affirme péremptoirement, mais parce que Marx cherche ainsi à le discréditer et à le réduire aux dimensions de chef

de secte et de conspirateur de type ancien<sup>1</sup> ». Les discours hagiographiques et dogmatiques des théoriciens marxistes et de ceux qui les répètent par cœur, sur les «glorieux dirigeants du prolétariat international», ont efficacement masqué la réalité. Une fois connue la réalité dans sa crudité, les théorisations qui en ont été faites apparaissent pour ce qu'elles sont : des impostures.

La confrontation entre bakouninistes et marxistes dans l'Internationale prit, on l'oublie parfois, un caractère «institutionnel» à travers des interprétations divergentes des statuts. Ceux-ci affirment que «l'émancipation économique de la classe ouvrière est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen». Une telle rédaction convient tout à fait aux bakouniniens, mais pas à Marx, qui a pourtant rédigé le texte. Pendant les années qui vont suivre la création de l'Internationale, les bakouniniens vont s'accrocher à cette formulation, que Marx de son côté va tenter de modifier.

Certes, l'«Adresse inaugurale», rédigée également par Marx, affirme que «la conquête du pouvoir politique est donc devenue le premier devoir de la classe ouvrière»; mais ce document n'a fait l'objet d'aucun vote. Pourtant, les marxistes vont considérer comme acquise la question de la conquête du pouvoir. L'«Adresse inaugurale» aura pour eux valeur statutaire alors même qu'elle n'est perçue par les militants de l'époque que comme étant l'expression du point de vue de son auteur.

**Le Comité de rédaction  
du *Monde libertaire***

1. Georges Haupt, *Bakounine, combats et débats*, Institut d'études slaves, 1979.

# Le conflit Marx-Bakounine

**LE PREMIER CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE** eut lieu du 3 au 8 septembre 1866, à Genève. Marx est absent<sup>4</sup>, Bakounine n'est pas encore membre. 60 délégués représentant des sections d'Angleterre, de France, d'Allemagne et de Suisse assistent à ce congrès, présidé par un Hermann Jung, un horloger de Saint-Imier vivant à Londres. Pierre Coullery – un « humanitaire néo-chrétien », selon L. Lorwin<sup>5</sup>, était l'un des secrétaires du congrès. Coullery et Jules Vuilleumier représentaient la section de La Chaux-de-Fonds, James Guillaume celle du Locle et Adhémar Schwitzguébel celle de Sonvillier.

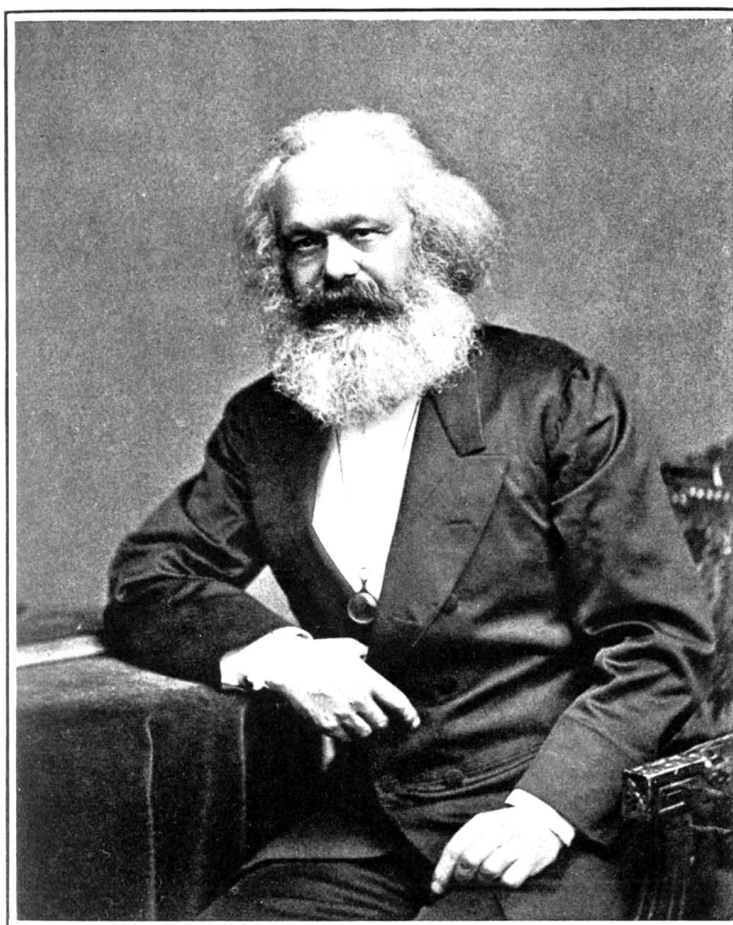
Ce premier congrès fut assez confus, mais il adopta, notamment, la résolution en faveur de la journée de huit heures, une résolution pour des lois internationales protégeant les femmes et les enfants et pour l'abolition du travail de nuit pour les femmes. Le congrès se prononça pour la suppression du salariat. Il adopta les statuts rédigés par Marx, assez vagues pour permettre à tout travailleur d'adhérer. Ne figure pas l'article que Marx fera ajouter en 1872 sur la conquête du pouvoir politique.

Plus tard, Bakounine se référera en ces termes au congrès de Genève: «L'association internationale des travailleurs a une loi fondamentale à laquelle chaque section et chaque membre doivent se soumettre, sous peine d'exclusion. Cette loi est exposée dans les statuts généraux, proposés en 1866 par le conseil général de l'association au congrès de Genève, discutés et unanimement acclamés par ce congrès, enfin définitivement sanctionnés par l'acceptation unanime des sections de tous les pays. C'est donc la loi fondamentale de notre grande association.

«Les considérants qui se trouvent à la tête des statuts généraux définissent clairement le principe et le but de l'association internationale. Ils établissent avant tout: que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes; que les efforts des travailleurs doivent tendre à constituer pour tous les mêmes droits et les mêmes devoirs – c'est-à-dire l'égalité politique, économique et sociale; que l'assujettissement des travailleurs au capital est la source de toute servitude politique, morale et matérielle; que par cette raison l'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique; que l'émancipation des travailleurs n'est pas un problème simplement local ou national... mais international<sup>6</sup>.»

En réalité, il s'agit simplement des statuts de l'Internationale rédigés en 1864 par... Marx lui-même, entérinés par le congrès de Genève. Proudhon était mort l'année précédente et ce fut incontestablement sa doctrine qui prédomina à ce congrès et au suivant, à Lausanne (2-8 septembre 1867).

Que ce soit au congrès de Genève ou à celui de Lausanne, les positions du Conseil



général, c'est-à-dire de Marx, ne soulevèrent pas l'enthousiasme. En ces premières années, des idées extrêmement variées coexistaient et se confrontaient dans une atmosphère plutôt cordiale. Le programme de ce deuxième congrès était chargé: on recommanda la création de banques accordant des crédits gratuits aux travailleurs; on préconisa la création de sociétés d'assurance mutuelle; les sociétés de métiers furent invitées à créer, avec leurs fonds, des sociétés coopératives de production. La perspective de ce congrès fut la mise en œuvre de mesures concrètes et immédiates visant à émanciper la classe ouvrière. On vota des résolutions au sujet de l'enseignement gratuit, de l'impôt, de l'abolition des monopoles d'État, de l'établissement des libertés politiques et des écoles-ateliers.

La discussion sur la propriété privée opposa Pierre Coullery, partisan de la propriété individuelle, au Belge César de Paepe, favorable à la propriété collective, à laquelle allaient se rallier plus tard les internationalistes. Ce problème figurera à l'ordre du jour du troisième congrès de l'Internationale.

C'est encore Proudhon qui domine à ce congrès, ce qui fait enrager Marx, qui écrit à Engels le 11 septembre 1867: «Au prochain congrès de Bruxelles, je tordrai moi-même le cou à ces ânes de proudhoniens. J'ai préparé toute l'affaire de

manière diplomatique et je n'ai pas voulu paraître personnellement avant que mon livre (le Capital) ne fût publié et que notre Internationale n'eût pris racine. Dans le rapport officiel du Conseil général (où, malgré tous leurs efforts, les bavards parisiens n'ont pu empêcher notre réélection), je ne manquerai pas de les fustiger comme il faut.»

À plusieurs reprises dans cette lettre, Marx parle de «notre Internationale». Le coucou commence à vouloir s'approprier le nid.

C'est au congrès de Bruxelles, en 1868, que les choses commencent à changer. La question de l'instruction obligatoire et gratuite est posée, ainsi que celle de l'égalité des droits de la femme. Les mutualistes sont mis en minorité: ils s'opposaient à l'examen des problèmes politiques. Pour des hommes comme Varlin et César de Paepe, on ne peut écarter l'examen des problèmes politiques, mais ces problèmes doivent être abordés au sein de l'Internationale.

D'importantes questions sociales figuraient à l'ordre du jour du congrès de Bruxelles. La grève fut considérée comme l'arme principale des ouvriers. Plusieurs participants préconisèrent l'établissement de cahiers du travail qui rappelaient les cahiers de doléances de 1789. Les délégués se déclarèrent en général partisans du régime de la propriété collective pour les biens immobiliers.



De gauche à droite :  
Monchal, Perron,  
Bakounine, Fanelli  
et Mroczkowski

C'est au congrès de Bâle (6-12 septembre 1869) que s'opère un véritable tournant. Bakounine est maintenant adhérent. Les proudhoniens de droite sont définitivement battus à la suite d'une alliance entre bakouniniens, blanquistes et marxistes. Ce quatrième congrès de l'Internationale prit position sur le régime de la propriété. Le Congrès de Bruxelles avait certes déjà traité de cette question, mais les partisans de la propriété privée, qui avaient été mis alors en minorité à Bruxelles, relancèrent le débat, affirmant que ce problème était complexe et qu'il n'avait pas été réglé. Après une discussion animée, le Congrès se déclara clairement collectiviste.

La question de l'héritage était la seconde question à l'ordre du jour, sur laquelle eut lieu un affrontement. Cette question ne présentait sur le fond aucun intérêt, mais elle servit de prétexte aux marxistes pour compter les voix. Ceux-ci présentèrent un amendement à la résolution votée, qui est repoussé. On peut ainsi déterminer le poids respectif des différents courants à partir des voix qui se sont portées sur les amendements ou sur les motions :

63 % des délégués de l'AIT se regroupent sur des textes collectivistes « bakouniniens » ;

31 % se regroupent sur des textes « marxistes » ;

6 % maintiennent leurs convictions mutualistes (proudhoniens).

Le problème des caisses de résistance est, sans contredit, le plus important traité à Bâle. Chaque section fut invitée à en créer. On conseilla aux responsables de ces caisses de les fédérer en organisations régionales, nationales, internationales. En leur permettant de soutenir des grèves prolongées, ces caisses devaient permettre aux travailleurs de lutter contre la bourgeoisie.

Des résolutions administratives furent votées à Bâle dont les délégués fédéralistes n'avaient pas évalué la portée, et qu'ils regretterent par la suite. Ces résolutions attribuaient au Conseil général le droit de refuser l'admission de nouvelles sociétés ou de les suspendre des sections – décisions qui devaient, il est vrai, être soumises au congrès suivant. James Guillaume écrit à ce sujet en 1872 : « Nous étions tous animés de la plus complète bienveillance à l'égard des hommes de Londres. Et notre confiance fut si aveugle que nous contribuâmes plus que personne à faire voter ces fameuses résolutions administratives qui allaient donner au Conseil général une autorité dont il a fait un si fâcheux usage. Leçon profitable, et qui nous a ouvert les yeux sur les vrais principes de l'organisation fédérative<sup>7</sup>. »

C'est au congrès de Bâle – Bakounine vient d'adhérer à l'Internationale – qu'apparaissent

ouvertement les deux courants qui vont s'affronter. Ces courants existaient déjà à Bruxelles, mais ils sont maintenant clairement délimités. D'un côté il y a les Belges, la plupart des Français, les Espagnols et les Jurassiens qui se révèlent fédéralistes et révolutionnaires ; de l'autre il y a le Conseil général, les Allemands, une partie des Suisses qui sont centralistes et sociaux-démocrates. « Depuis le congrès de Bâle (septembre 1869), la coexistence dans l'Internationale de différentes conceptions, telles que celles des socialistes étatistes, collectivistes, anti-autoritaires et proudhoniens, et de tactiques diverses (action politique, abstentionnisme, syndicalisme, coopération, etc.), fut remplacée par des agressions des partis autoritaires et étatistes, dont les principaux centres étaient la Fabrique de Genève, le Parti socialiste allemand et le Conseil général de Londres<sup>8</sup>. »

La situation créée au congrès de Bâle est évidemment inacceptable pour Marx. C'est après ce congrès que commenceront les attaques systématiques et les plus violentes contre le révolutionnaire russe. « Ce Russe, cela est clair, veut devenir le dictateur du mouvement ouvrier européen. Qu'il prenne garde à lui, sinon il sera excommunié », prophétise Marx dans une lettre à Engels datée du 27 juillet 1869. À quoi Engels répond le 30 juillet : « Le gros Bakounine est derrière tout cela, c'est évident. Si ce maudit Russe pense réellement se placer, par ses intrigues, à la tête

du mouvement ouvrier, il est grand temps de le mettre hors d'état de nuire. » Après avoir voulu tordre le cou aux « ânes de proudhoniens », il faut maintenant excommunier Bakounine...

Il est vrai que Marx et Engels avaient de quoi se méfier. Précédemment à son adhésion à l'Association internationale des travailleurs, Bakounine avait créé une organisation nommée Alliance internationale de la démocratie sociale, qui avait demandé son adhésion à l'Association internationale des travailleurs. L'adhésion avait été refusée par le Conseil général pour des raisons parfaitement légitimes, puisqu'elle se concevait elle-même à l'origine comme une organisation internationale. Pour être en conformité avec les statuts de l'Internationale, l'Alliance se transforma en simple section de l'AIT. Sous cette condition, l'adhésion fut acceptée. Son rôle en tant que section de l'Internationale ne fut pas négligeable puisque c'est à son instigation que fut créée la fédération espagnole.

Marx et Engels développeront, à propos de l'« Alliance » bakouninienne, une véritable obsession paranoïaque, lui attribuant les pires méfaits et la voyant derrière toutes les initiatives qui n'allaient pas dans le sens de leurs propres vues. Le fantôme de l'Alliance et de Bakounine se dressant derrière elle va littéralement hanter Marx et Engels. Franz Mehring, un historien et militant marxiste parfaitement orthodoxe, écrira dans sa biographie de Marx qu'il n'y avait rien qui puisse prouver les accusations de Marx et d'Engels contre Bakounine – ils n'auront pas entièrement tort, d'ailleurs.

**R. B.**

1. On attribue à Proudhon l'idée selon laquelle il était opposé aux grèves. Il dit simplement que les grèves ne peuvent résoudre sur le fond la question sociale.

2. James Guillaume: *Karl Marx pangermaniste*, p. 5. (Reprint from the collection of the University of Michigan Library.)

3. Ibid.

4. Marx n'assistera à aucun congrès de l'Internationale, sauf celui de La Haye constitué de délégués soigneusement sélectionnés par lui.

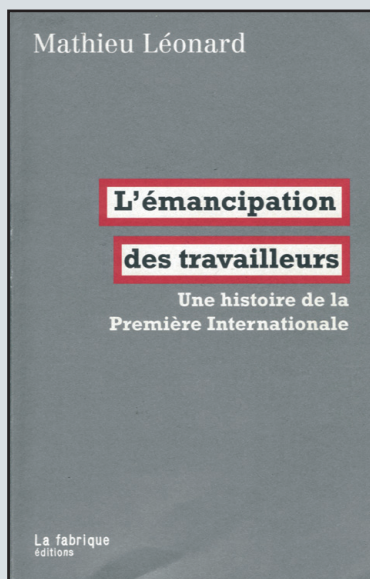
5. Lewis L. Lorwin, *L'Internationalisme et la classe ouvrière (Labor and Internationalism)*, 2<sup>e</sup> édition, Gallimard, 1933.

6. «Le jugement de M. Coullery», juillet 1869, *L'Égalité*, 31 juillet 1869.

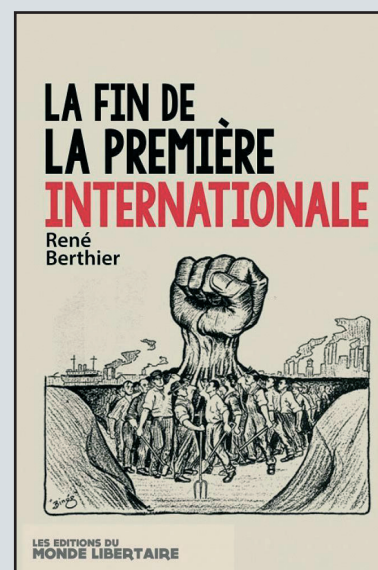
7. *Mémoire de la Fédération jurassienne*, p. 82. Cf. James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*, vol. I, p. 207.

8. M. Netlau, «Les Origines de l'Internationale anti-autoritaire», article du *Réveil* du 16 septembre 1922.

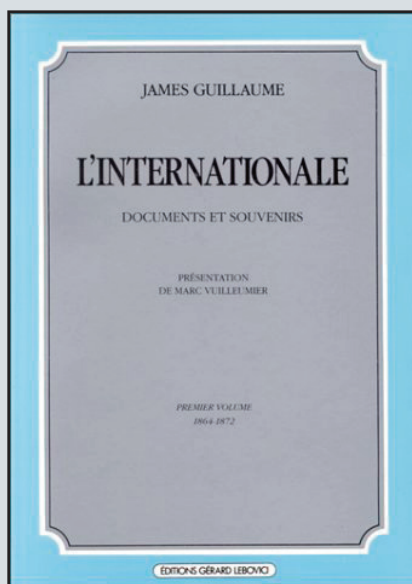
# Et pour approfondir...



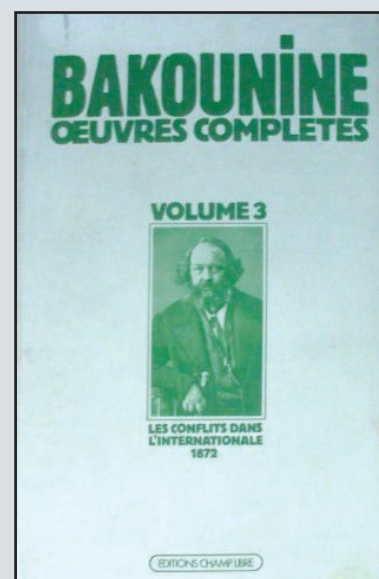
Mathieu Léonard, *L'Émancipation des travailleurs. Une histoire de la Première Internationale*, La Fabrique, 2014, 416 pages, 16 euros.



René Berthier, *La Fin de la Première Internationale*, Éditions du Monde libertaire, 360 pages, 19 euros. À paraître en janvier 2015.



James Guillaume, *L'Internationale: documents et souvenirs (1864-1878)*, deux tomes, Éditions Gérard Lebovici, 1985, 40 euros.



Mikhaïl Bakounine, *Œuvres complètes, volume 3: Les Conflits dans l'Internationale*, Éditions Champ libre, 1975, 492 pages, 19 euros.

LIVRES DISPONIBLES À LA LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE, 145, RUE AMELOT, 75011 PARIS.  
POUR LES FRAIS DE PORT : 10 % ; FRANCO À PARTIR DE 50 EUROS D'ACHAT.  
CHÈQUES À L'ORDRE DE PUBLICO.



# À vos ordres ?

La Grande Guerre, le consentement, le militarisme et la révolution



Le 18 mai 1917 à Paris, grève des midinettes.

**Alexis**

*Individuel Martigues  
de la Fédération anarchiste*

**SOUSSION MASSIVE** d'êtres humains au pouvoir militaire, la guerre de 14-18 n'a pas vraiment de précédent. Comment est-on arrivé à faire accepter un tel sacrifice ? Le travail d'Emmanuel Saint-Fuscien permet d'éclairer le phénomène en s'intéressant aux rapports d'autorité au sein de l'armée française de la Grande Guerre<sup>1</sup>. Cet historien observe que pour les tribunaux militaires les soldats ont massivement obéi : les jugements pour refus d'obéissance sont quasiment insignifiants. C'est pendant les moments de cantonnement et, a fortiori, durant les déplacements que l'indiscipline se manifeste le plus et que la distance hiérarchique est le plus marquée. Pour la justice militaire, la désobéissance s'exprime principalement à travers l'abandon de poste et la désertion, qui vont du simple retard de retour de permission à la fuite du champ de bataille. Les mutilations volontaires, qui furent en réalité assez rares, ont inspiré au départ de la guerre une véritable peur panique aux autorités. L'expertise médicale donne aux médecins une autorité inégalée.

Les archives judiciaires révèlent qu'une grande part des peines infligées pendant la guerre ne furent pas appliquées. Mais la traduction devant un conseil de guerre conserve pendant tout le conflit un caractère redoutable et inspire une crainte constante chez les soldats. La mise en scène de l'autorité militaro-judiciaire est faite pour impressionner et intimider. Les parades d'exécutions – en particulier celles qui se déroulent en 1914 – se veulent une démonstration exemplaire à laquelle de nombreux soldats doivent assister. Il s'agit de déshonorer et d'humilier les fusillés, de désigner un bouc-émissaire afin de resserrer le groupe tout en maintenant la terreur de la dégradation et de l'exécution. Citations, croix de guerre et autres récompenses assouviennent le besoin de reconnaissance tout en maintenant cette même cohésion.

Durant une action sous le feu, le soldat échappe au contrôle des chefs directs rendus invisibles ou inaudibles par les conditions du combat. La prépondérance de la technicité chez les soldats, le combat en plus petites uni-



tés, l'expérience du feu des survivants accroissent cette relative indépendance. Les temps d'attente dans les tranchées créent une promiscuité avec les chefs qui, malgré des avantages matériels, sont soumis aux mêmes dangers et parfois aux mêmes souffrances. Le commandement s'incarne à travers une série d'objets : galons, montre, sabre, jumelles ou revolver. Ce dernier – bien que parfois de simples soldats en soient munis – représente l'arme de la contrainte : il est utilisé comme menace afin de forcer les hommes à aller au feu. La justice retient comme circonstance aggravante le fait pour un mutin de s'en être servi.

L'auteur relève que l'autorité s'est exercée dans l'armée d'une façon très personnelle, ce qui n'était pas la conception du commandement impersonnel, absolu et de principe d'avant-guerre. Le soldat obéit à un homme dont les mots et les gestes le séduisent et ont valeur d'exemple. C'est une autorité qui se fonde sur la technique et la soumission des volontés par la suggestion. En outre, un registre lexical lié à l'affectif est utilisé pour décrire l'autorité. Être aimé de ses hommes est perçu comme un moyen très sûr de se faire obéir. Amour à la symbolique paternaliste et virile. Mais pas seulement. La tendresse, la bienveillance, la douceur sont aussi évoquées d'une façon plus « maternelle », en particulier lorsqu'il s'agit de très jeunes soldats. Ainsi l'officier est-il souvent celui qui donne les premiers soins sur à blessé. « L'absence de consolation surgit aux heures les plus tragiques qui précé-

dent la mort. Les appels à leur mère des agonisants blessés entre les lignes restent un des souvenirs les plus épouvantables pour de nombreux témoins », rappelle l'historien.

Après la guerre, la « pensée » militaire se trouve marquée par le culte du chef et confère à l'autorité personnelle un caractère de plus en plus irrationnel. Des parallèles se font entre l'autorité de l'officier et celle du patron ; l'expérience militaire est réinvestie dans le domaine social. En fin de compte, l'auteur émet l'hypothèse que cette relation personnelle de pouvoir, qui n'a en soi rien de nouveau mais qui a été vécue en masse par les hommes de la Grande Guerre, aurait été déterminante pour la vie sociale, politique et culturelle de l'entre-deux-guerres et éventuellement dans la montée du fascisme.

La thèse que défend Emmanuel Saint-Fuscien est celle d'une pression disciplinaire plus dure au début qu'à la fin du conflit « car la contrainte exercée par les uns s'était adossée au consentement des autres ». Plus les troupes adhéraient, plus la discipline, l'arbitraire et la violence du commandement furent forts. À partir de 1916, les menaces et la brutalité sont davantage ouvertement remises en question. Pendant les quatre derniers mois de 1914, l'armée exécute environ 200 hommes. Entre mai et août 1917, au cours du mouvement des mutineries, 50 hommes sont exécutés. Le risque de rupture était bien plus important en 1917 qu'en 1914 car le consentement était considérablement affaibli. L'arbitraire meurtrier de la justice militaire s'adapte en consé-

quence. Par contre, note l'historien, la pression disciplinaire n'a fait qu'augmenter à l'arrière, en particulier à la fin de 1917. Alors que la révolution soulève la Russie, Clemenceau redoute une subversion de l'opinion par les soldats permissionnaires et envoie des directives extrêmement fortes. Au début du conflit, une relative souplesse règne à l'arrière alors que la justice est expéditive au front. Après trois ans de guerre, c'est l'inverse : plus d'autonomie au feu mais grande répression à l'arrière.

Il faut déplorer dans cette étude que les sources soient principalement militaires et judiciaires. La parole des soldats apparaît trop peu, si ce n'est à partir des rapports d'opinion, du contrôle postal ou d'extraits littéraires. C'est donc avant tout une histoire de l'autorité dans l'armée de 14-18 par ceux qui l'ont exercée. Le manque de sources directes sur l'opinion des soldats jette un doute sur la réalité de leur consentement. Consentir implique un certain choix. Était-ce bien le cas ? Ce consentement paraît se substituer à l'idée de contrainte et semble évacuer l'hypothèse d'une construction étatique de l'acceptation par l'opinion. Si on établit que la pression militariste fut beaucoup plus forte sur le front à l'entrée en guerre et que la crainte d'une subversion de l'arrière se manifesta fin 1917, on peut aussi supposer que c'est parce que l'État avait peur, non sans quelque raison, que le peuple ne joue pas le jeu. Après avoir affirmé la pluralité des attitudes face à la mobilisation, l'historien Nicolas Offenstadt écrit dans un article du *Monde* : « Il y eut quelques démonstrations d'enthousiasme, mais on ne voit guère de joie dans les quartiers ouvriers de Hambourg, de Berlin, ou dans de nombreuses régions rurales. Beaucoup de témoignages évoquent même de la tristesse. S'il fallait donner une ligne générale, elle tiendrait plus de la résolution et de la résignation que de la "fleur au fusil", véritable mythe que les travaux ont démonté pour les différents pays engagés<sup>2</sup>. »

Du 27 juillet 1914 jusqu'à la mobilisation du 2 août, entre 80 000 et 100 000 personnes manifestent encore en France contre la guerre. Le 16 décembre 1912, la CGT avait lancé une journée de grève générale contre la guerre. En mai 1913, c'est une vague de rébellion dans les casernes françaises suite à la prolongation de la durée du service militaire à trois ans. La répression pro-militariste est inouïe et la CGT se déchire sur la riposte à adopter. Mais pour que la grève générale puisse retourner le cours de l'histoire, il aurait fallu que les ouvriers allemands et français parvinssent à s'entendre. Dans un livre récent sur Rudolf Rocker<sup>3</sup>, Gaël Cheptou évoque les rapports d'avant-guerre de la CGT avec les syndicalistes allemands divisés entre centralistes et syndicats de base ou localistes. Faute d'avoir reçu l'aval du SPD, les premiers avaient refusé une manifestation contre la guerre. En 1906, la CGT décida alors d'entrer en contact avec les localistes regroupés au sein de la FVdG (Association libre des

syndicats allemands). Mais les contacts n'aboutirent pas vraiment : la CGT ayant tendance à faire «la leçon à la FVDG», allant jusqu'à conseiller de faire l'entrisme dans les partis sociaux-démocrates pour y prôner la grève générale et l'antimilitarisme. «La CGT éblouissait ses sympathisants de l'étranger, mais sans leur apporter la moindre chaleur» résumera Max Nettlau. Il semble que la CGT ne comprit pas les divisions du syndicalisme allemand déterminées par la question de la mainmise du SPD sur le mouvement ouvrier. Les localistes ne pouvaient faire face à la bureaucratie, à l'intimidation et à l'exclusion pratiquées par les centralistes et retourner les syndicats allemands sur leurs positions comme la CGT leur conseillait. À partir de 1909, la CGT entama une tactique assez politique de conciliation avec les centralistes et entra elle-même dans une crise amplifiée par la répression et le travail de sape des réformistes et de la SFIO.

Dans les rangs socialistes, on se souviendra que Jean Jaurès avait écrit, en 1911, *L'Armée nouvelle*, un livre dans lequel il proposait une organisation défensive totalement militarisée de la société, la nation armée étant selon lui le plus sûr moyen de conserver la paix. Les associations ouvrières pouvaient «subvenir en vue de la préparation au grade d'officier aux frais d'études» de ceux des fils d'ouvriers dont un examen aurait démontré l'aptitude. Jaurès proposait une éducation physique avec «exercices de tir» dès l'âge de dix ans sous la direction et le contrôle d'officiers et sous-officiers. Là-dessus, il ne proposait rien de très nouveau. Après la guerre de 1870, la volonté de revanche avait fait naître un courant d'opinion en faveur de l'éducation militaire. En 1871, les recteurs sont informés par le ministère de la Guerre que le gouvernement attache une grande importance aux exercices de maniement du fusil dans la jeunesse. L'instruction militaire obligatoire pour les garçons dès l'école primaire est mise en place en 1880 sous l'impulsion de Jules Ferry. De 1882 à 1892 furent même institués des «bataillons scolaires». Si l'école se devait de former des républicains, il s'agissait aussi de bons futurs soldats aptes à mourir pour la patrie.

On rappellera que l'enthousiasme belliste toucha aussi le milieu libertaire. Sans parler du cas tant évoqué de Kropotkine, on n'oubliera pas de mentionner, par exemple, celui d'Émile Pouget. Du 7 août au 6 septembre 1914 dans *La Guerre sociale*, Pouget abandonne sa chronique syndicale pour une rubrique de «choses vues»: «il y a de l'héroïsme dans l'air. L'atmosphère en est saturée», écrit-il; le peuple se bat pour défendre la liberté contre la barbarie allemande. Du 14 mai au 16 octobre 1915, sous le titre «Vieille Alsace», il publie un feuilleton dans *l'Humanité* sorte de roman moral et patriotique évoquant l'occupation allemande depuis 1870<sup>4</sup>. Il faut aussi se souvenir que des libertaires surent s'opposer à la guerre. En 1910, le soldat Louis Lecoin, refusant de participer à

briser une grève de cheminots, est condamné à six mois de prison. En 1912, au sein de la Fédération communiste anarchiste, il déploie une intense activité dans une campagne contre la guerre. Il subit une très vive répression et est emprisonné jusqu'en 1916. Libéré, il est mobilisé dans une section disciplinaire. À nouveau insoumis, Louis Lecoin ne se cache pas. Il participe à la rédaction d'un tract signé du *Libertaire* intitulé «Imposons la paix» qu'il distribue seul à Belleville. Il est condamné à un an de prison. Quatre jours après sa sortie, il est une nouvelle fois arrêté. Il restera enfermé jusqu'en 1920<sup>5</sup>.

Dans l'avant-1914, il est important de souligner que, depuis la naissance du syndicalisme révolutionnaire, la France est marquée par une forte secousse sociale. Comme l'a décrit, par exemple, Anne Steiner, entre 1908 et 1910, Paris et sa banlieue sont secouées par des manifestations ouvrières violentes<sup>6</sup>. En une fatale réversibilité, l'énergie révolutionnaire du début du XX<sup>e</sup> siècle s'est-elle muée en force guerrière patriotique? Le syndicalisme révolutionnaire est né vingt-quatre ans après la Commune, qui se lève suite à la défaite contre les Prussiens. On lit même parfois – en dépit de la tendance internationaliste communarde – que la Commune fut en partie une réaction patriotique contre les germaniques. En fait, tout cela pose la question cruciale des relations entre patriotisme et révolution. Comment s'opère la (con)fusion entre nationalisme et révolution? Quel est le rôle de la violence? Ces questions sont primordiales car elles traversent l'histoire révolutionnaire. Bien au-delà de 14-18, ce sont les liens entre guerre et révolution qui sont à questionner, en particulier du point de vue libertaire. Une révolution sociale anarchiste menée comme une guerre peut-elle conduire à autre chose que la reconstitution de ce qu'elle combat: un État, une armée, un capital, un salariat??

A.

1. *À vos ordres? La relation d'autorité dans l'armée française de la Grande Guerre*, éditions EHESS, 2011.

2. *Pour en finir avec dix idées reçues sur la guerre de 14-18*, 4 novembre 2013. Voir aussi: Jean-Jacques Becker, 1914: comment les Français sont entrés dans la guerre, contribution à l'étude de l'opinion publique, printemps-été 1914, Presses de Sciences Po, 1977.

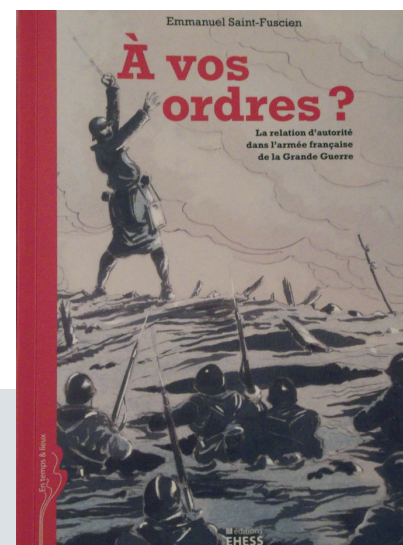
3. *À contretemps*, Rudolf Rocker ou la liberté par en bas, Nada-Les Éditions libertaires, 2014.

4. Émile Pouget: biographie et articles choisis et notice d'Émile Pouget dans le *Dictionnaire biographique du mouvement libertaire francophone*, éditions de l'Atelier, 2014.

5. Notice de Louis Lecoin, *ibid.* Voir aussi Louis Lecoin, «Le Cours d'une vie», supplément au journal *Liberté*, 1965.

6. *Le Goût de l'émeute*, l'Échappée, 2012.

7. Lire à ce sujet les écrits d'André Bernard et Pierre Sommermeyer.



**Emmanuel Saint-Fuscien, À vos ordres? La relation d'autorité dans l'armée française de la Grande Guerre**, édition de l'EHESS, Paris, 2011, 310 pages. 23 euros. Vous pouvez le commander à la librairie Publico, 145, rue Amelot, 75 011, Paris.

# Les anarchistes turcs en solidarité avec les Grecs



## Action anarchiste révolutionnaire

(DAF! Devrimci Anarsist Faaliyet).

Aujourd'hui, nous étions dans les rues pour Alexis, assassiné par l'État grec et pour Nikos Romanos en grève de la faim depuis vingt-six jours contre la répression du pouvoir.

Aujourd'hui, nous étions dans les rues pour nos sœurs et nos frères assassinés alors qu'ils résistaient en Grèce, à Ferguson, au Mexique, à Kobané.

Aujourd'hui, nous étions dans les rues pour Berkin, Ali Ismail, Ethem, Arin, Kadar, Suphi Nejat. Pendant que les États tuent nos sœurs et nos frères partout dans le monde, nous, anarchistes révolutionnaires, étions dans les rues avec notre colère contre les États, les capitalistes, les entreprises et les assassins. Même la police qui nous a barré la route avec ses balles en caoutchouc, ses grenades à gaz et ses matraques n'a pas pu éteindre notre colère. Nous avons résisté avec nos drapeaux noirs en criant nos slogans.

Cette passion pour la liberté se fait plus grande aujourd'hui; la colère pour ceux qui se sont fait assassiner par l'État a fait éclater nos émeutes.

L'Action anarchiste révolutionnaire salue le compagnon Nikos Romanos et sa résistance. Ceci est la déclaration du DAF en solidarité avec le compagnon Nikos

Aujourd'hui, avec toute la colère contre les puissances qui s'emparent des vies et avec la conviction pour un monde libre, les drapeaux

noirs flottent partout dans le monde. Contre les compagnies qui exploitent notre travail pour plus de profit; contre les États qui assassinent beaucoup d'entre nous au nom des frontières qu'ils ont dessinées; contre toutes les puissances qui ont rempli leurs poches de nos vies qu'ils ont détruits, en nous appauvrissant et en rendant les riches encore plus riches; la rébellion est vivante dans la colère de l'anarchisme. La colère contre les patrons, les compagnies, les assassins et les États, se propage en inondations de drapeaux noirs. La peine d'être laissé à l'abandon, disparu et assassiné, se change maintenant en colère, et de partout les rues s'enflamment de colère.

Il y a exactement six ans, dans le quartier Exarchia d'Athènes, était assassiné Alexandros Grigoropoulos parce qu'il était anarchiste. Il avait 16 ans. Assassiné par la balle d'un flic parce qu'il avait transformé sa colère en rébellion et était descendu dans la rue demander des comptes pour les vies détruites, parce qu'il n'obéissait pas au pouvoir et résistait pour la liberté à tout prix. Le jour du 6 décembre 2008, la balle qui a traversé la poitrine d'Alexis s'est changée en un feu de révolte dans les rues. Bien que les assassins aient continué leurs attaques, la colère contre ceux qui ont fait taire un cœur qui battait pour la liberté, a enflammé les rues d'Athènes, de Thessalonique, d'Istanbul et de partout.

Nikos Romanos, qui était avec Alexis le jour où il a été assassiné et qui partageait les mêmes convictions que lui pour un monde libre, est maintenant emprisonné car il est anarchiste. Romanos est en prison parce qu'il ne s'est pas tué contre l'injustice, parce qu'il n'a pas abandonné malgré l'oppression de l'État, parce qu'avec la même conviction que son compagnon assassiné il a continué la lutte contre les puissances. Ceux qui pensent pouvoir en finir avec cette lutte en assassinant Alexis, enferment maintenant Nikos en espérant faire s'arrêter un autre cœur qui bat avec conviction pour l'anarchisme. De même qu'en 2008, les rues sont pleines de colère contre l'État qui continue d'attaquer Romanos par l'isolement, l'oppression et la torture. Comme Romanos poursuit sa grève de la faim depuis le 10 novembre, d'autres compagnons anarchistes en prison ont, eux aussi, commencé une grève de la faim par solidarité ; les universités sont occupées ; et la même voix se répercute dans les rues en feu, dans les cellules de ceux qui résistent : « Aussi longtemps que nous serons en vie et que nous respirerons, longue vie à l'anarchie ! »

Les puissances qui ont assassiné Alexis en 2008 et qui ont emprisonné Nikos

aujourd'hui pensent qu'elles peuvent faire taire la colère contre l'injustice qui grandit partout dans le monde. Elles continuent d'emprisonner, d'attaquer et d'assassiner.

À Mexico, 43 étudiants résistant aux politiques des puissances qui s'emparaient de leur futur, ont disparu par la main de l'État, et leurs corps ont été retrouvés après plusieurs jours dans des fosses communes. Simplement parce qu'elles sont noires, des populations sont prises pour cible par la répression fasciste du pouvoir, des cibles pour les balles tirées par la police ; et ceux qui résistent sont jetés en prison, étranglés et assassinés. Nombre de nos frères comme Berkin, Ethem Ali, Ahmet qui ont résisté pour leurs vies ont été assassinés par la police. Pendant que ceux qui résistent à Kobané pour construire une nouvelle vie, comme Arin, comme Suphi Nejat, comme Kader, sont assassinés par les gangs, les militaires et les soldats de l'État ; ceux qui sont dans les rues dans tous les coins de la région embrassent la résistance de Kobané, comme Hakan, comme Mahsun, sont des cibles pour les meurtriers du même État...

Partout où ceux qui demandent des comptes pour l'injustice, qui résistent pour

gagner leurs vies, qui luttent avec leurs convictions pour la liberté sont dans les rues ; partout où se trouve la menace de l'oppression, de la torture et du massacre. Les oppresseurs qui pensent qu'ils peuvent décourager ceux qui ne leur obéissent pas en les kidnappant et en les assassinant ; un cri de liberté qui s'est élevé quelque part se répercute en écho dans toutes les directions. Des cellules d'Athènes à Mexico, des rues de Ferguson à Kobané, aux terres libres de Kobané, la même vision d'un nouveau monde se propage à grands flots. À présent, cette passion pour la liberté grandit ; la colère contre les meurtriers fait éclater les feux de la révolte dans les cœurs. Cette révolte est contre les puissances qui s'emparent de nos vies, qui tentent de détruire notre liberté, qui nous assassinent. Cette révolte est contre le capitalisme et les États. Cette révolte est contre toutes sortes de captivités. Avec cette révolte pour la liberté dans nos cœurs, l'anarchisme se propage partout dans le monde.

Et notre lutte prend de l'ampleur d'un coin du monde à un autre, portée par les vagues de drapeaux noirs.

Longue vie à la révolution, longue vie à l'anarchie !

DAF

# Femmes dissidentes au Moyen-Orient<sup>1</sup>

**VOILÀ** donc un livre de passion. Quatre femmes interviewées sur leur militantisme, leur féminisme, leur vie déterminée par le conflit israélo-palestinien.

Quatre femmes « boulets de canon » que, dès leur prise de conscience par rapport aux injustices aux crimes, dont elles furent témoins, rien n'a pu arrêter ni la prison, ni la torture, et encore moins les attaques terribles contre elles et leur famille. Comme le dit Michal Schwartz : « Au début de mon emprisonnement, j'ai vécu cela comme les milliers d'autres détenus-es. Si l'on se considère comme juif, cela paraît injuste. Mais en tant qu'être humain luttant contre l'occupation, on fait partie d'un large mouvement, c'est – à dire de ces milliers de personnes qui sont, ou ont été en prison. Alors, Juifs, Juives, ou Arabes, peu importe ! ».

Ana Mer Khamis, issue d'une famille juive immigrée en Palestine dans les années 1880 et qui a épousé un palestinien Saliba Khamis, malgré toutes les difficultés qu'il est aisé d'imaginer, a créé l'association « Care and learning » pour les enfants palestiniens. Les écoles palestiniennes ayant été fermées par les autorités militaires israéliennes, elle crée des

homes d'enfants et une bibliothèque dans le camp de réfugiés-és de Jenine.

Arna Mer, dont les parents furent massacrés durant l'Holocauste dit dans ce livre une parole très forte : « Il n'est pas juste que les Palestiniens –nes soient rendus-es coupables des atrocités du fascisme et du nazisme. »

Léa Tsemel dit d'Arna : « J'étais son avocate lors de ses arrestations. Je me souviens d'elle, dans les manifestations des années 1980. La répression était très violente. Arna combattait littéralement et physiquement contre les soldats et se couchait même devant les véhicules militaires. Les soldats lui avaient donné le surnom d'un char militaire russe. Elle était très impressionnante. »

Naval Al Saadawi, surnommée « La fille du Nil » est elle, médecin psychiatre et auteure de renommée internationale. Emprisonnée pour ses écrits en 1981, elle crée néanmoins en 1982 « l'Association de solidarité des femmes arabes (AWSA). « Des États Unis à l'Arabie saoudite, partout dans le monde, le fondamentalisme et son argent sont là pour que les pauvres restent pauvres et les femmes à leur place. » Presque tout est dit dans cette phrase ...

Quant à Lea Tsemel, elle est l'Avocate contre la torture. Avocate infatigable, elle milite pour la défense des Palestiniens –es dans le labyrinthe judiciaire érigé par les occupants. Elle vit à Jérusalem et court de tribunal militaire en tribunal militaire, tant et si bien que Christiane Passevante n'a pu l'interviewer que par téléphone ou dans sa voiture .. Elle dit : « Quand vous défendez les Palestiniens –nes, c'est dur, où que vous alliez. Emotionnellement, c'est très dur, horrible. Si on n'est pas une femme forte, c'est impossible. ».

C'est une évidence de dire que ces quatre femmes sont féministes.

Ce livre, militant, féministe, qui donne la parole à ces quatre femmes d'une énergie mentale et physique à toute épreuve, encouragera celles et ceux qui le liront à continuer la lutte, encore et toujours.

Laurence Warot

1. Femmes dissidentes au Moyen-Orient, Éditions libertaires, 145 pages, 13 euros. A commander à Publico, 145 rue Amelot, chèque à l'ordre de Publico, 10 % en plus pour le port.

## RADIO LIBERTAIRE

### Jeudi 11 décembre

15:00 > 16:30 **Bibliomanie**. Invités: Kate Guyonvarche et Charly Sistovaris, le petit-fils de Charlie Chaplin pour *Mon tour du monde* de Charlie Chaplin.

### Vendredi 12 décembre

14:30 > 16:00 **Les oreilles libres**. Derek Woolfenden et Yves-Marie Mahé nous convient à une balade dans un sous-genre sauvage et cruel du cinéma, *Le survival*, qui tire son origine du film de genre et d'action.

### Samedi 13 décembre

17:00 > 19:00 **Bulles noires**. Pascal Thiriet revient avec un second polar aux Éditions Jigal, *Faut que tu viennes*.

### Dimanche 14 décembre

14:00 > 15:30 **Tempête sur les planches**. L'histoire du Cancan, une danse d'émancipation des femmes née avec la Révolution.

### Lundi 15 décembre

16:00 > 18:00 **Trous Noirs**. Agriculture et anarchie, agroécologie, associations de paysans pour la polyculture-élevage, agriculture en zones péri-urbaines pour circuits courts... avec le groupe Le Ferment de la FA-Finistère.

### Mercredi 17 décembre

18:30 > 20:30 **Femmes libres**. Lecture commentée de *Caliban et la sorcière*, de Sylviane Federici, pour réfléchir aux rapports entre l'exploitation économique et la domination patriarcale.

## Festival mondial des résistances et rébellions contre le capitalisme



LA FÉDÉRATION ANARCHISTE (FA) est présente au Festival mondial des résistances et rébellions contre le capitalisme, qui a lieu au Mexique du 21 décembre 2014 au 3 janvier 2015, à l'appel de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) et du Congrès national indi-

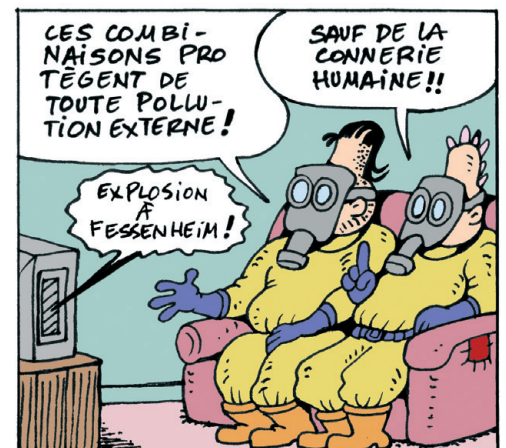
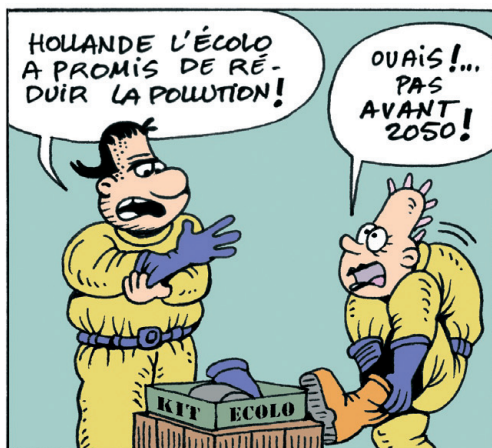
gène (CNI). Des informations en direct de cette vaste rencontre anticapitaliste et antiautoritaire seront régulièrement données sur un blog, sous diverses formes : écrits, vidéos, audio.

Le blog : <http://ceuxdenbas.blogspot.fr/>

## PROPAGANDE PROPAGANDE



## PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



# AGENDA

## Jeudi 11 décembre

### Saint-Imier (Suisse)

20h30. *Histoire mondiale de l'anarchie*, conférence avec Gaetano Manfredonia. Espace noir, 29, rue Francillon. Entrée libre.

## Vendredi 12 décembre

### Besançon (25)

20h30. *Histoire mondiale de l'anarchie*, conférence avec Gaetano Manfredonia. Librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz. Entrée libre.

## Samedi 13 décembre

### Rouen (76)

15 heures. Rencontre avec René Berthier autour de son nouveau livre *Kropotkine et la Grande Guerre*. Librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire. Entrée libre.

### Paris XI<sup>e</sup>

16h30. Rencontre et débat avec des camarades de la CGA (Coordination des groupes anarchistes) autour de la publication de leur brochure : *Crises, analyses libertaires* (Éditions Braser social). Une analyse de la crise et de ses conséquences. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

### Port-sur-Saône (70)

20h30. *Histoire mondiale de l'anarchie*, conférence avec Gaetano Manfredonia. Cité du Bon Secours, rue de l'Église. Entrée libre.

## Mardi 16 décembre

### Saint-Denis (93)

19 heures. Conférence-débat Alimentation, agriculture et liberté dans le cadre de la Dionversité, Bourse du travail.

## Mercredi 17 décembre

### Saint-Denis (93)

19 heures. Conférence-débat : Alimentation, agriculture et liberté en présence de Silvia Perez Vitoria à l'initiative du groupe Henry-Poulaillé.

## Vendredi 19 décembre

### Paris XI<sup>e</sup>

19 heures. Rencontre et dédicaces avec Latrique et Akar le Rouge, les auteurs de la BD *Capitaine Anarchy*. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

### Saint-Denis (93)

19 heures. Docu club *Le fonctionnement du Mouvement interrégional AMAP* avec Anne et Dominique du groupe Kropotkine et l'Amap Court circuit, au local du groupe Henry-Poulaillé, 4, place Langevin.

## Samedi 20 décembre

### Paris XI<sup>e</sup>

16h30. Résistances en musique et au cinéma. En présence de Michèle Rollin et Jean Rochard. Musique avec l'album *Chroniques de résistance* de Tony Hymas (Éditions Nato) : des chansons, des poèmes et des instrumentaux. Suite en 27 morceaux pour les résistants du passé, du présent et du futur. Cinéma avec un film Michèle Rollin : *Femmes de bonne volonté*. Six femmes inconnues, dont l'enfance se déroule durant la Première Guerre mondiale, portent des regards croisés sur leur engagement pacifiste, antifasciste, de gauche, en France, en Allemagne, en Espagne, entre les deux guerres. Nous les retrouverons confrontées au stalinisme, au nazisme, à l'écrasement de l'Espagne libertaire. Leurs idéaux résisteront-ils à la montée des périls ? Librairie du monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

## Jeudi 15 janvier

### Merlieux (02)

De 18h30 à 21 heures. Rencontre-débat à la Bibliothèque Sociale avec l'écrivain Lucien Thomas autour de son roman historique *Louise Michel. La guerre à la misère*, Éditions de la Rue, 2014. En s'appuyant sur un sérieux travail d'archives, l'auteur nous fait découvrir le passionnant parcours de cette révolutionnaire anarchiste. Table de presse. Apéro dînatoire. Entrée libre et gratuite. Plus d'infos sur : <http://kropotkine.cybertaria.org>. Athénée libertaire. 8, rue de Fouquierolles.

## Jeudi 19 février

### Merlieux (02)

De 18h30 à 21 heures. Rencontre-débat à la Bibliothèque Sociale avec l'écrivain Léo Lapointe autour de son dernier polar *Le Planqué des huttes*, Pôle Nord, 2014, dont l'action se situe en Picardie, avant et pendant la guerre de 14-18, avec en toile de fond les luttes ouvrières d'Amiens, l'ancêtre d'Arsène Lupin et l'arrivée des chinois sur les côtes picardes. Table de presse. Apéro dînatoire. Entrée libre et gratuite. Plus d'infos sur : <http://kropotkine.cybertaria.org>. Athénée libertaire. 8, rue de Fouquierolles.



**À paraître en janvier 2015 !**

# **LA FIN DE LA PREMIÈRE INTERNATIONALE**

**René  
Berthier**



**LES EDITIONS DU  
MONDE LIBERTAIRE**